



CENTRE FRANÇAIS SUR LA POPULATION ET LE DÉVELOPPEMENT

The background of the cover is a textured, brownish-gold surface with a repeating pattern of stylized, dark brown geometric shapes, including triangles and curved lines, reminiscent of traditional Andean textile designs.

**MOBILITE
SPATIALE ET
MOBILITE
PROFESSIONNELLE
DANS LA REGION
NORD ANDINE DE
L'EQUATEUR**

par Jean PAPAIL

CEPED

15, rue de l'Ecole de médecine
75270 PARIS cedex 06
FRANCE
Tél. (033) (1) 46 33 99 41 - Fax (033) (1) 43 25 45 78

**MOBILITE SPATIALE ET
MOBILITE PROFESSIONNELLE
DANS LA REGION NORD ANDINE
DE L'EQUATEUR**

par

Jean PAPAIL,

démographe,

Département Société, urbanisation et développement

ORSTOM

LES ETUDES DU CEPED N°3

Paris
novembre 1991

Déjà parus dans la même collection "LES ETUDES DU CEPED" :

- n° 1 : DE L'HOMME AU CHIFFRE, réflexions sur l'observation démographique en Afrique, par L. LOHLE-TART et R. CLAIRIN (1988).
- n° 2 : MORTAL, logiciel d'analyse de la mortalité, par J.-M. COSTES et D. WALTISPERGER (1988).

Directeur de la publication : Francis GENDREAU

Responsable scientifique : Thérèse LOCOH

Responsable de l'édition : Pierre ÉLIE

COUVERTURE :

Ecorce battue, art Mangbetu (Zaïre oriental)
reproduit avec l'aimable autorisation
du Musée royal de l'Afrique centrale, Tervuren, Belgique

Maquette : Marie-Agnès BRAY, ORSTOM

TABLE DES MATIERES

	page
Avant-propos	5
Introduction	7
I Les sources d'informations	9
II Le contexte général de la mobilité spatiale et de la transformation de la structure des activités	13
III L'immigration à Ibarra	25
1. Les caractéristiques du centre urbain régional	29
2. Les activités masculines	31
3. La mobilité spatiale et professionnelle des immigrants	36
A. Caractéristiques générales des itinéraires	36
B. Les itinéraires entamés dans l'agriculture	50
C. Les itinéraires entamés dans les branches non agricoles	58
4. Pères et fils : de l'agriculture à la construction et aux services	64
5. Les activités féminines	65
IV L'émigration hors des deux provinces nord andines	69
1. Les activités masculines	72
2. Les activités féminines	75
Conclusions	81
Annexes	83
Bibliographie	87

AVANT-PROPOS

Ce travail est l'aboutissement d'un projet de recherche menée en Equateur par une équipe composée de chercheurs de l'ORSTOM* (Département SUD) et du Programme National de Régionalisation (PRONAREG) du Ministère Équatorien de l'Agriculture entre 1985 et 1987.

L'exploitation des données de l'enquête migrations-emplois, l'analyse et la rédaction de ce rapport furent réalisées en 1988-89 au CEPED**, qui a mis à la disposition des chercheurs de l'équipe, son matériel informatique, ses logiciels de traitement et les a fait également bénéficier des conseils de ses membres.

Nous tenons à remercier MM. Enrique Suarez, directeur du PRONAREG, Gustavo Sotalin, chef du département de socio-économie, Miguel Carlosama, Mario Andino, géographes du PRONAREG, qui s'associèrent à la réalisation de cette étude, Freddy Lopez, géographe, pour leur soutien, leurs conseils et leur participation à ce projet.

Que soient également remerciés Patricia Ramos, Patricio Morales, Béatrice Joguet, qui participèrent aux travaux de terrain, ainsi que les enseignants de l'école du quartier Guayaquil de Alpachaca d'Ibarra, qui réalisèrent l'enquête migrations-emplois.

* ORSTOM, Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération.

** CEPED, Centre français sur la population et le développement.

INTRODUCTION

Encore largement dépendant de son secteur primaire, l'Equateur apparaît, au début des années quatre-vingts, comme un pays relativement peu urbanisé, plus de la moitié (52,7%) de sa population résidant en 1982 dans les aires rurales et les centres urbains de moins de 5 000 habitants.

L'armature urbaine est dominée par la capitale, Quito (866 000 habitants), et le principal port, Guayaquil (1 199 000 habitants) qui concentrent à eux deux, le quart (25,6 %) ¹ des 8 139 000 individus recensés en 1982 dans le pays, et 61,3 % de la population urbaine ². Bien que la majeure partie de l'accroissement des aires urbaines se réalise dans ces deux villes, certaines capitales provinciales jouent également un rôle dynamique dans la redistribution de la population sur le territoire national, comme lieux d'échanges de flux migratoires et de transferts d'activités.

C'est le cas notamment de la ville d'Ibarra (53 000 habitants en 1982) qui, au sein de la région nord-andine, fait office de capitale régionale pour les deux provinces d'Imbabura et de Carchi, situées entre la province de Pichincha qui abrite Quito, et la frontière colombienne, offrant ainsi une alternative aux courants migratoires dirigés vers la capitale du pays.

Ces deux provinces, qui représentaient en 1982, avec 375 066 habitants, environ 10 % de la population andine sur près de 13 % de son territoire, se caractérisent par des taux de croissance démographique nettement inférieurs - durant la dernière période intercensitaire 1974-1982 - à la moyenne, tant de l'ensemble andin, que du pays expression de taux d'émigration extra-provinciaux relativement élevés (cartes 1 et 2, tableau 1 page 83 en annexe).

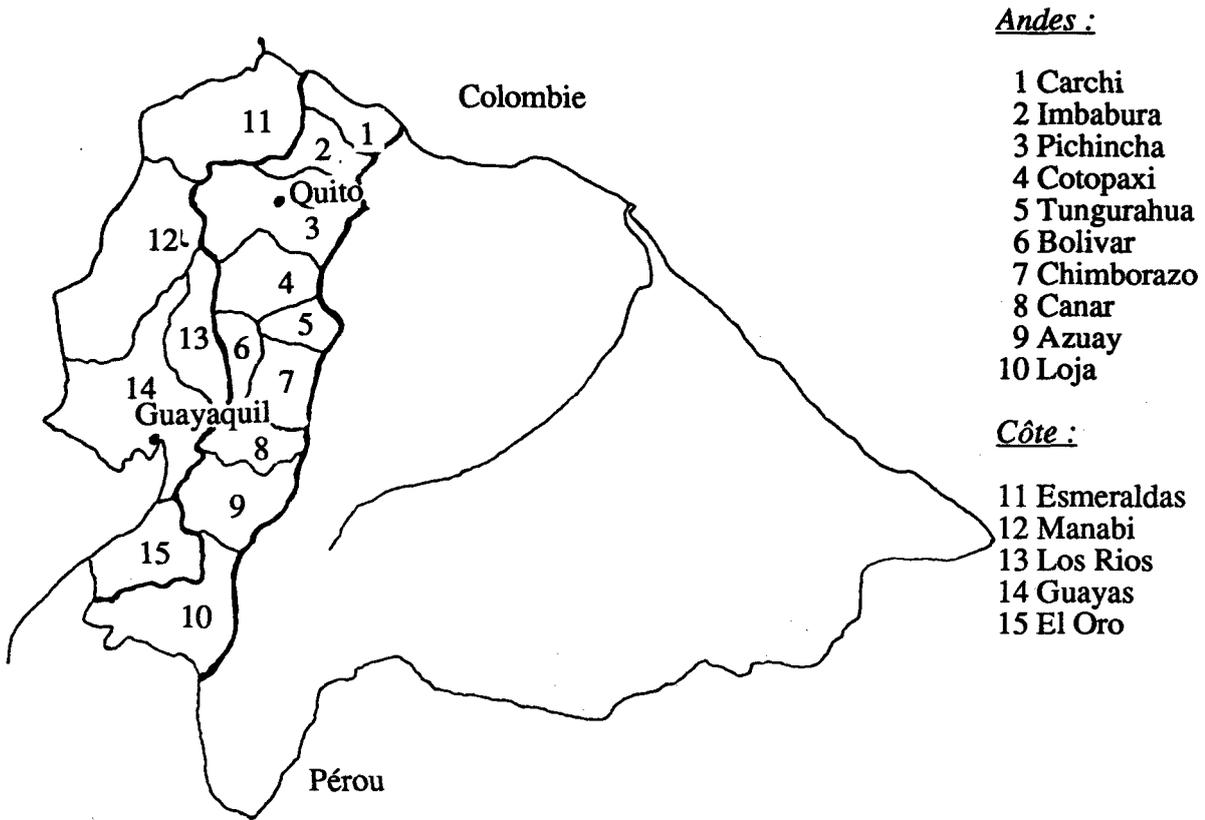
Nous nous sommes donc proposés, dans le cadre d'une étude sur les mouvements de population affectant cette région :

- d'analyser les caractéristiques des principaux courants reliant les aires rurales, la capitale régionale et Quito, afin de mieux appréhender le rôle d'une ville moyenne dans le processus d'urbanisation du pays ;
- de traduire, en termes de transferts d'activités, ces différents flux qui transforment peu à peu la répartition spatiale des populations et de leurs occupations ;
- d'estimer la capacité de certaines branches d'activités à absorber, tant l'offre de travail supplémentaire des nouvelles générations, que celle provenant des branches en déclin des aires rurales.

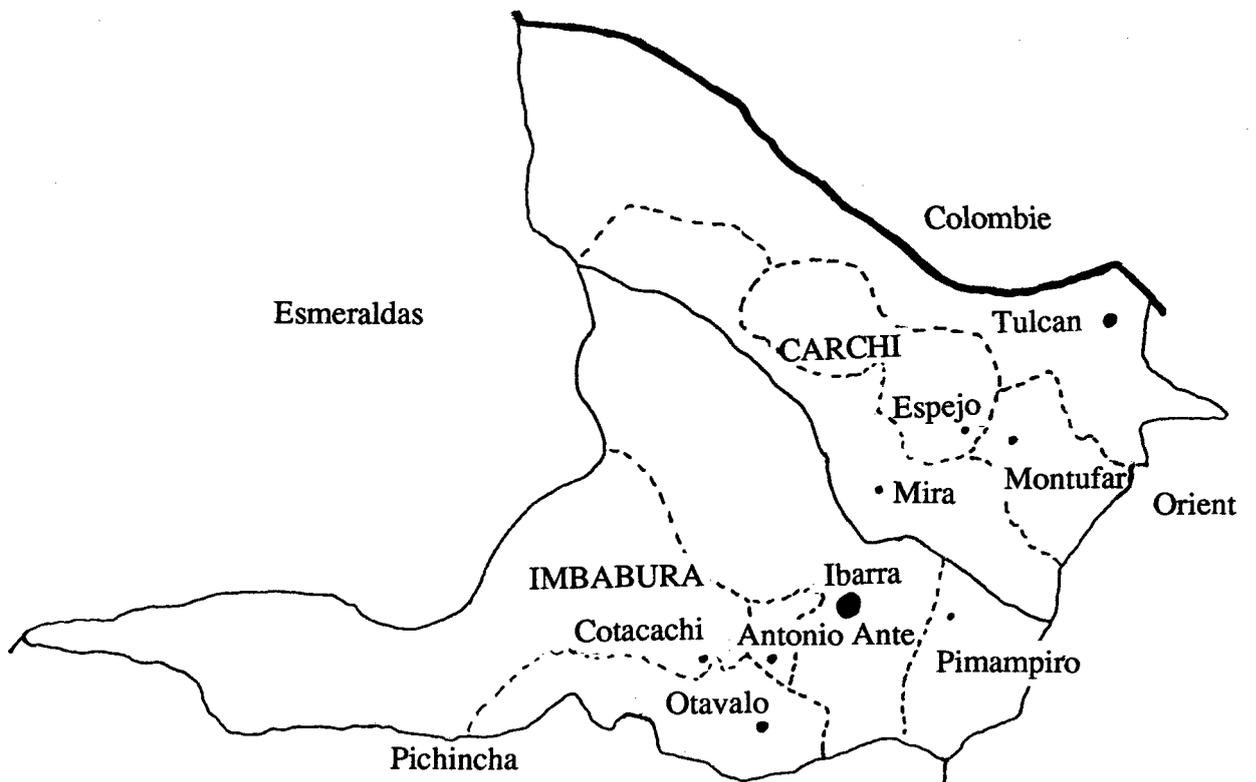
(1) En 1950, 1962 et 1974, cette proportion s'élevait respectivement à 14,6 %, 19,3 % et 21,8 %.

(2) Villes de plus de 20 000 habitants. Cuenca, la troisième ville du pays, compte à cette date 152 000 habitants.

Carte 1 : Division provinciale des régions andine et côtière de l'Équateur.



Carte 2 : Division administrative cantonale des provinces de l'Imbabura et du Carchi en 1982.



I

LES SOURCES D'INFORMATIONS

La première source d'informations pour traiter de ces thèmes d'étude, est constituée par les différents recensements (1962,1974,1982), qui fournissent un cadre statistique général à ce travail.

Cependant, les définitions officiellement adoptées, et les niveaux de désagrégation des différentes catégories utilisées dans les publications de ces recensements ne permettent pas toujours une analyse détaillée de la masse d'informations collectée. C'est le cas, par exemple, des catégories de lieu, qui se réfèrent tantôt à la paroisse (unité administrative de base, suivie hiérarchiquement par le canton, la province et la région) pour la résidence habituelle, la résidence antérieure et le lieu de naissance¹, tantôt à la ville (dans le cas de la population urbaine de fait), dans les diverses distributions de caractéristiques concernant les chefs-lieux de canton. La distinction faite au niveau provincial entre aires urbaines et aires rurales, dans les différentes tabulations, se réfère au seul critère administratif de la définition de l'urbain, qui rassemble tous les chefs-lieux de canton, quelle que soit leur taille. C'est ainsi que des localités de taille inférieure à 2 000 habitants appartiennent à l'ensemble urbain du fait de leur qualité de chef-lieu de canton, tandis qu'inversement, des centres urbains de plus de 5 000 habitants appartiennent à l'univers rural quand ils n'ont pas cette caractéristique.

La création épisodique de nouveaux cantons, qui transfère entre deux recensements des localités d'un univers à l'autre, rend également malaisé toute perspective historique de ces ensembles et de leurs caractéristiques.

Les résultats publiés des recensements ne fournissent en outre aucune caractéristique propre à la population migrante, hormis les lieux de naissance et de résidence antérieure, qui ne dépassent pas le niveau de désagrégation aires rurales/aires urbaines provinciales.

Nous avons donc procédé à une réexploitation de cette source d'informations, d'une part en produisant de nouvelles tabulations plus détaillées du recensement de 1982 de la province d'Imbabura, et plus particulièrement de la paroisse d'Ibarra, et d'autre part en réalisant le même type d'opération sur la sous-population d'émigrants des deux provinces nord-andines, recensés à Quito.

Afin de pallier à d'éventuelles difficultés dans la réexploitation du recensement (coût élevé), il fut procédé à la collecte des informations contenues dans les fichiers des établissements scolaires de la ville d'Ibarra. Bien que très succincte, cette information (âge, sexe, lieu de naissance et de résidence habituelle au niveau paroissial des écoliers de l'année scolaire 1985-86, occupation du père et de la mère), permet d'évaluer la structure des lieux d'origine des immigrants à Ibarra, sous l'hypothèse que le lieu de naissance des enfants un bon indicateur du lieu de dernière résidence des parents. De la même façon nous avons pu obtenir une première approximation de la structure des activités en exploitant cette source, malgré l'imprécision des catégories utilisées (la catégorie "journalier" par exemple est rarement affectée d'une branche d'activité) ce qui a permis d'orienter par la suite l'exploitation des autres sources de données. Furent ainsi collectées les fiches de renseignements de près de quinze mille écoliers âgés de 6 à 13 ans. D'un coût peu élevé, l'exploitation de cette source fournit des résultats assez cohérents avec l'information censitaire en ce qui concerne la structure des flux spatiaux (tableau 1), mais peu comparables avec celles des autres sources pour les activités, du fait de l'imprécision des catégories utilisées, et surtout parce qu'elle sur-représente les parents actifs des tranches d'âges de 35 à 55 ans.

Ces fichiers scolaires ont également permis d'identifier un quartier d'Ibarra, Guyaquil de Alpachaca (correspondant à la zone 3 du recensement de la ville en 1982), dans lequel se concentre près de 20 % de la population immigrée (dont 25 % des immigrants provenant de la province de Carchi).

(1) Ce qui n'est pas explicite dans les publications du recensement. Une paroisse se compose d'un centre urbain et de sa périphérie "rurale".

Tableau 1
Comparaison de la structure des flux migratoires à Ibarra, selon les différentes sources

Lieu de résidence antérieur	Recensement 1982 ville d'Ibarra	Fichiers scolaires 1985-86 Ibarra	Recensement 1982 zone 3 d'Ibarra	Enquête 1986, G.de Alpachaca
Imbabura (sf Canton Ibarra)	19,2	23,7	16,8	18,0
Carchi	35,1	30,9	54,5	52,3
Reste pays	38,9	42,0	26,8	28,8
Extérieur	6,8	3,3	1,8	0,8
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0

Afin de compléter l'information fournie par la réexploitation du recensement de 1982, fut menée dans ce quartier, entre avril et septembre 1986, une enquête sur les migrations et les activités, par l'application d'un questionnaire dans 803 ménages, privilégiant ceux dont le chef était immigrant (cas d'environ la moitié des ménages de la zone 3 dans le recensement 1982).

Ce questionnaire était divisé en quatre parties :

- la première collectait les informations démo-économiques des membres de ces ménages (4 371 individus) ;
- la seconde concernait uniquement les membres de ces ménages, ayant émigré d'Ibarra, pour lesquels étaient demandées les mêmes informations, ainsi que les modifications de statut professionnel associées à la migration ;
- la troisième partie se référait à quelques caractéristiques des parents, frères et soeurs du couple central des ménages enquêtés (1 047 pères et 4 000 frères et soeurs) ;
- la dernière concernait uniquement la vie professionnelle et migratoire des chefs de ménage masculins (714 biographies).

Les définitions et catégories utilisées dans l'enquête sont dérivées de celles du recensement afin d'harmoniser l'analyse de ces diverses sources d'information. Les différents niveaux possibles d'agrégation spatiale des résultats sont utilisés selon l'intérêt qu'ils présentent pour l'analyse des divers thèmes retenus.

II

**LE CONTEXTE GENERAL DE LA MOBILITE SPATIALE
ET DE LA TRANSFORMATION DE LA STRUCTURE DES ACTIVITES**

Peu touché par les mouvements externes¹, le pays est affecté par des courants migratoires interprovinciaux relativement importants, qui bénéficient essentiellement aux provinces du Pichincha et du Guayas, dont les capitales, Quito et Guayaquil exercent une forte attraction sur les migrants de leur région respective (Andes et Côte) ; ce qui se traduit pour toutes les autres provinces², à l'exception de celle d'El Oro sur la côte, par des soldes migratoires négatifs.

TABLEAU 2
SOLDE MIGRATOIRE DES GRAND ENSEMBLES ENTRE 1974 ET 1982

Quito	Guayaquil	Reste urbain andin	Reste urbain côte	Autres	Population de fait en 1982
Quito ...	- 679	- 80 255	- 17 731	- 39 472	866 000 (890 000)*
Guayaquil + 679	...	- 18 759	- 100 978	- 60 444	1 199 000
Reste urb. andin + 80 255	+ 18 759	...	- 2 346	- 6 498	845 000 (1 313 000)*
Reste urb. côte + 17 731	+ 100 978	+ 2 346	...	- 2 918	1 012 000
Rural andin + 35 000	+ 11 074	+ 13 904	+ 773	+ 8 267	2 113 000 (1 590 000)*
Rural côte + 4 293	+ 50 121	+ 8	+ 8 717	+ 3 665	1 774 000
Autres + 179	- 751	- 7 414	- 6 573	- 11 932	311 000
TOTAL + 138 137	+ 179 502	- 90 170	- 118 138	- 109 332	8 121 000

* population de résidence habituelle en 1982

Source: recensement 1982, définitions INEC

Le Pichincha et le Guayas captent environ 70 % des flux interprovinciaux de leurs régions respectives, au profit de leurs capitales, qui ont assuré à elles deux 56 % de la croissance urbaine³ durant la dernière période intercensitaire (1974-1982).

(1) Il s'agit d'une hypothèse généralement admise dans les travaux démographiques menés en Equateur. En réalité, il semble que les statistiques disponibles sous estiment fortement les flux de sortie, notamment vers les Etats Unis.

(2) On ne tient pas compte ici de la région amazonienne, qui, malgré une forte croissance démographique de ses provinces, ne représente en 1982, que 4 % de la population du pays.

(3) Villes de plus de 10000 habitants.

La décomposition opérée, dans les publications du recensement, entre aires rurales et urbaines, semble indiquer que la majeure partie de la croissance intercensitaire de ces deux métropoles, due aux mouvements migratoires, est constituée de flux d'origine urbaine (tableau 2). En effet, 66 % et 71 % respectivement du solde migratoire de Guyaquil et de Quito, est constitué, durant la période 1974-1982, par des échanges avec les aires urbaines (paroisses) de l'ensemble des deux régions andines et côtières. Celles-ci (en ne tenant pas compte des deux métropoles) ont des soldes migratoires nettement plus déficitaires que les aires rurales de leurs régions respectives, malgré des effectifs de population de fait sensiblement inférieures à ces dernières en 1982.

Cet apparent paradoxe, peu compatible avec les taux de croissance des ensembles urbains (tableau 3), comme avec la structure des directions de flux issus des aires rurales et des soldes migratoires des différents ensembles (tableaux 4 et 5), est dû à une confusion des définitions utilisées dans la présentation des résultats du recensement.

TABLEAU 3
TAUX DE CROISSANCE ANNUEL MOYEN (%) ENTRE 1974 ET 1982
DES VILLES DE PLUS DE 10 000 HABITANTS EN 1982 (ENSEMBLE DE L'EQUATEUR)

	Taille des villes (en milliers)					
	500 ou +	100-200	50-99	20-49	10-19	TOTAL
Nombre de villes	2	5	7	8	19	41
Population de fait (1982, en milliers)	2 066	561	504	236	268	3 635
Taux de croissance	4,5	4,9	5,0	4,1	4,1	4,6
Taux de croissance des villes andines	4,4	3,9	5,1	3,1	3,1	4,3

Sources : Recensements INEC, calculs propres

D'une part, une fraction non négligeable de la croissance urbaine est due aux modifications des limites physiques apportées aux villes lors des recensements successifs (voir le cas d'Ibarra, tableau 15 page 27 et carte 3 page 28), ce qui surestime les taux d'accroissement de celles-ci.

D'autre part, les flux, et donc les soldes migratoires entre aires urbaines et rurales, se réfèrent, comme nous l'indiquons, aux paroisses et non aux villes proprement dites⁴. Les différences considérables entre populations de fait et de résidence habituelle dans ces aires, constatées dans les publications du recensement de 1982, ne constituent pas une manifestation de l'ampleur des mouvements pendulaires⁵, mais résultent d'une définition spatiale différente des aires de référence des populations de fait et de résidence habituelle.

(4) Dans la région andine celles-ci représentent (sans Quito) les deux tiers de la population des paroisses urbaines.

(5) Comme le pensent nombre d'auteurs dans la littérature consacrée à ce thème en Equateur.

TABLEAU 4
REPARTITION DES NATIFS DE LA REGION ANDINE SELON LEUR LIEU DE RESIDENCE EN 1982

	Lieu de résidence habituelle					TOTAL
	Urbain provincial(*)	Rural provincial(*)	Urbain Pichincha	Autres urbain	Autres rural	
Aire de naissance						
- urbain	61,6	4,5	14,3	12,9	6,6	100,0
- rural	6,1	75,5	6,0	6,9	5,7	100,0

(*) Zone urbaine ou rurale de la province de naissance

Source : Recensement 1982, INEC, calculs de l'auteur

TABLEAU 5
MIGRANTS NETS CUMULES AU RECENSEMENT DE 1982

Urbain-rural intraprovincial (sans Pichincha) *	Urbain-provincial andin-ensemble rural pays (sans Pichincha) **	Quito-urbain andin	Quito-rural andin
+ 42 650	+ 8 060	- 147 475	- 62 746

* somme des soldes urbain-rural à l'intérieur de chaque province

** somme des soldes urbains de chaque province avec l'ensemble du rural du pays, y compris leur propre aire rurale

Source : recensement 1982, INEC, calculs de l'auteur

L'ensemble du système migratoire et des différents taux de croissance devient dès lors cohérent, en regard des populations de résidence habituelle, et non des populations de fait.

En définitive, s'il est clair que la croissance de Quito, dans sa composante migratoire, s'alimente en majeure partie de flux provenant d'aires urbaines, les flux interurbains ne dominant pas, aussi largement qu'on pourrait le penser à priori, l'ensemble des mouvements migratoires du pays, même si les aires urbaines retiennent beaucoup moins leurs populations que les aires rurales.

L'exemple andin montre en particulier que les soldes positifs urbain-rural intraprovinciaux sont pratiquement annulés par les échanges qu'elles entretiennent avec l'ensemble du rural du pays (tableau 6), et que seules trois capitales provinciales, hormis Quito, bénéficient des échanges interurbains andins : Ambato (100 000 habitants), dans le Tungurahua ; Cuenca (152 000 habitants), dans l'Azuay ; et Ibarra (53 000 habitants), dans l'Imbabura.

Dans la région nord-andine, l'aire urbaine constituée des chefs-lieux de cantons, représente 37 % de la population dans chacune des deux provinces (tableau 7).

TABLEAU 6
MIGRANTS NETS CUMULES DES AIRES URBAINES
DE LA REGION ANDINE AVEC DIFFERENTS ENSEMBLES EN 1982.***

PROVINCE	Solde urbain -rural intra provincial	Solde urbain -ensemble du rural pays*	Solde urbain -urbain du Pichincha	Solde urbain -reste urbain andin**
Carchi	+ 1 286	- 603	- 15 700	- 4 001
Imbabura	+ 5 982	+ 7 586	- 22 724	+ 4 145
Pichincha	- 657	+ 78 281		(+ 153 385)
Cotopaxi	+ 926	- 1 617	- 25 857	- 829
Tungurahua	+ 4 593	+ 3 644	- 18 423	+ 3 599
Bolivar	- 189	- 6 053	- 10 863	- 1 529
Chimborazo	+ 9 854	+ 6 590	- 22 615	- 296
Canar	+ 231	- 1 620	- 2 346	- 4 408
Azuay	+ 9 501	+ 6 474	- 8 942	+ 4 403
Loja	+ 10 993	- 6 341	- 25 915	- 1 084
TOTAL (sans Pichincha)	+ 42 650	+ 8 060	-153 385	0

* en incluant le rural de la province de référence

** l'urbain Pichincha étant exclu

*** ces soldes se réfèrent au croisement lieu de naissance/lieu de résidence habituelle en 1982.

Source : recensement 1982, INEC, calculs propres

Comme on peut le constater, en dehors d'Ibarra, aucune autre paroisse de cette région n'atteint un taux de croissance⁶ suffisant pour être affecté d'un solde positif dans ses échanges migratoires.

(6) Le taux de croissance paroissial traduit mieux la réalité de l'expansion démographique, n'étant pas soumis aux fluctuations des périmètres urbains d'un recensement à l'autre.

TABLEAU 7
POPULATIONS DE FAIT EN 1982 ET TAUX DE CROISSANCE
DES VILLES ET PAROISSES (%) DE LA REGION NORD-ANDINE ENTRE 1974 ET 1982.

	Population paroissiale	Taux de croissance	Population des villes	Taux de croissance
Imbabura :				
Ibarra	69 948	3,43	53 428	3,08
Atuntaqui	14 571	1,75	12 247	2,54
Cotacachi	10 659	0,93	5 181	1,01
Otavalo	28 826	1,95	17 469	3,00
Pimampiro	8 158	- 0,27	4 025	3,46
Carchi :				
Tulcan	35 760	1,75	30 985	2,86
El Angel	5 659	0,41	3 680	0,06
Mira	5 085	0,42	2 303	2,39
San Gabriel	18 835	0,19	11 213	1,31

Source : Recensement 1982, INEC

TABLEAU 8
STRUCTURE DES FLUX DE SORTIE DU RURAL ET DE L'URBAIN
DANS LA REGION NORD-ANDINE (MIGRANTS AU RECENSEMENT DE 1982).

	Origine des migrants			
	Imbabura		Carchi	
	urbain	rural	urbain	rural
Taux de migrants (%)*	30,3	22,2	36,3	30,0
Destinations				
Pichincha	71,8	54,1	61,9	45,4
Urbain Imbabura	...	34,8	15,7	20,8
Reste du pays	28,2	11,1	22,4	33,8
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0

* Emigrants cumulés de chaque aire en 1982 rapportés à la population de celle-ci - immigrants + émigrants

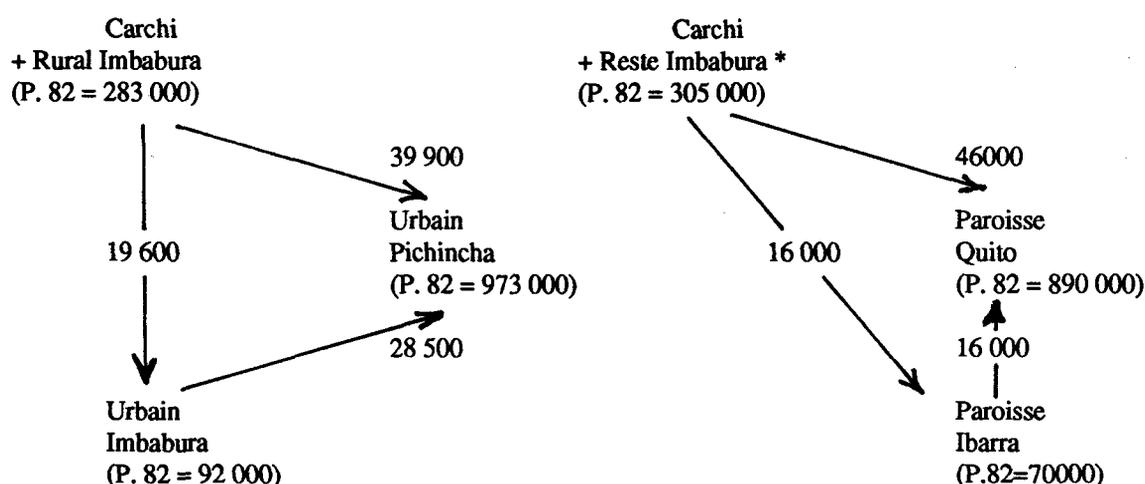
Source : Recensement 1982, INEC, calculs propres

La distribution des flux de sortie des aires rurales et urbaines des deux provinces, montre l'attraction exercée sur les populations migrantes par Ibarra et Quito, qui captent la majeure partie de celles-ci (tableau 8).

Le graphique 1, qui résume le volume de ces échanges, fait apparaître l'effet de compensation qui s'exerce dans les échanges de la paroisse d'Ibarra avec les autres ensembles de ce système, tandis que le reste de l'aire urbaine de l'Imbabura est nettement déficitaire dans ces échanges.

Ces flux, tout au moins ceux qui, du rural, sont dirigés vers les aires urbaines, sont à dominante féminine, comme l'indiquent les rapports de masculinité des différents groupes d'âges, dans les aires urbaines et rurales, qui expriment un déficit féminin dans ces dernières zones (tableau 9), et dont la contrepartie apparaît dans la sur-représentation des femmes dans les villes.

GRAPHIQUE 1
VOLUMES BRUTS DE MIGRANTS
SELON LA RESIDENCE ANTERIEURE AU RECENSEMENT DE 1982
ET POPULATIONS DE FAIT DES ENSEMBLES DANS LA REGION NORD-ANDINE



* : reste Imbabura = province Imbabura - paroisse Ibarra

Sources : Recensement 1982, INEC, calculs de l'auteur

TABLEAU 9
RAPPORTS DE MASCULINITE DE LA POPULATION EQUATORIENNE, PAR AIRE (CRITERE DE FAIT)
ET GROUPE D'AGES, AU RECENSEMENT 1982.

	Groupe d'âges				
	10-19	20-29	30-39	40-49	50-59
Aires urbaines	94,1	90,8	94,1	92,9	91,4
Aires rurales	108,8	101,7	101,9	105,4	109,3

Source : Recensement 1982, INEC

Sur le plan économique, c'est essentiellement à partir des années soixante que l'on observe une modification importante de la structure des branches d'activité de la population active dans le pays, qui se traduit en une vingtaine d'années par une réduction de plus d'un tiers du poids relatif de la population agricole (tableau 10).

L'agriculture équatorienne est traditionnellement divisée en deux sous-secteurs recouvrant les régions naturelles du pays :

- la région côtière (49 % de la population du pays en 1982), dont la production est orientée principalement vers l'exportation (cycles du café, du cacao, de la banane...);
- la région andine (47 % de la population), qui alimente le marché interne en produits vivriers (viande, produits laitiers, céréales...), et dont le mode de production semi-féodal perdura jusqu'au début des années soixante.

les 4 % restant sont dans la région amazonienne).

TABLEAU 10
EVOLUTION DE LA STRUCTURE DE L'EMPLOI, PAR BRANCHE D'ACTIVITE,
ENSEMBLE DE L'EQUATEUR.

Branche d'activité	1950	1962	1974	1982
Agriculture	51,8	57,2	49,4	35,4
Industrie manufacturière	24,9	15,1	12,5	12,9
Autres branches	23,3	27,7	38,1	51,7
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0

Sources : Recensements, INEC

Le programme de réforme agraire mis en oeuvre à partir de 1964, avait pour objectif de redistribuer la terre, de mettre fin au système de travail servile (huasipungo), de réduire l'exode rural, et d'accroître les revenus du paysannat afin d'incorporer ce dernier au processus de modernisation du pays. Entre 1964 et 1983, furent ainsi redistribués 498 000 ha dans les Andes, bénéficiant à 58 000 familles paysannes, et 219 000 ha sur la côte, concernant 19000 familles, permettant la constitution d'exploitations dont la taille moyenne est d'environ 9 ha. Par ailleurs, le programme de colonisation a permis d'étendre, durant cette même période, les surfaces agricoles de près de 2 200 000 ha, dont plus de la moitié dans la région amazonienne, autorisant l'installation de 48 500 familles sur ces nouvelles terres.

Cependant, malgré l'extension des superficies agricoles, dont la superficie totale passe de 3,7 millions d'ha en 1972 à 5,9 millions d'ha en 1982 (selon l'Institut équatorien de réforme agraire et de colonisation), les programmes exécutés n'ont que peu modifié l'inégale distribution de ces terres (tableau 11).

Cette extension-redistribution des terres agricoles s'est accompagnée d'une importante modification de son usage, notamment dans les Andes, où, sous l'impulsion des exploitations modernisées (LE CHAU et al., 1986), les surfaces fournissant les denrées alimentaires de base (céréales, féculents,...) se sont fortement réduites (- 30 %) au profit des surfaces consacrées à l'élevage, qui représentaient 75 % des terres agricoles en 1984 (L. BARREIROS, 1987), ou aux cultures industrielles (palmier à huile), faibles consommatrices de main d'oeuvre.

La petite paysannerie andine, sur qui repose la majeure partie de l'approvisionnement alimentaire national, concourt à la production agricole dans des conditions extrêmement difficiles : disposant des terres les moins fertiles (souvent situées sur des flancs de montagne à une altitude généralement supérieure à 2000 mètres), ses méthodes de production "traditionnelles" (peu d'accès à l'irrigation, à la mécanisation, aux semences à hauts rendements...), et le processus de morcellement continu par l'application des règles d'héritage, la conduisent à surexploiter ses terres cultivables, accélérant le processus d'érosion.

TABLEAU 11
DISTRIBUTION DES EXPLOITATIONS AGRICOLES ET DES SURFACES SELON LA TAILLE EN HA

Taille	1954		1974		1979
	Exploitations	Ha	Exploitations	Ha	Exploitations
- de 5 ha	73,1	7,2	69,5	7,8	77,0
5 - 19 ha	16,7	9,4	18,5	12,9	14,8
20 - 499 ha	9,8	38,3	11,7	49,8	
+ de 500 ha	0,4	45,1	0,3	29,5	8,2
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Sources : - pour 1954 et 1974, INEC, recensements agricoles;
- pour 1979, INEC, budgets familiaux des aires rurales.

A ces facteurs limitant l'accroissement de la productivité comme de la production, s'ajoutent des conditions de commercialisation de celle-ci très défavorables, dues aux mauvaises conditions de transport, à l'absence d'infrastructures de stockage et de conservation des produits, qui rendent ces petits producteurs très vulnérables à l'exploitation des intermédiaires (transporteurs, grossistes...).

Ces carences dans la sphère de la commercialisation affectent les revenus de la petite paysannerie, dans la mesure où ils ne perçoivent en moyenne, qu'environ 30 % du prix au consommateur final alors que cette proportion avoisine 70 % pour les exploitations de plus de 100 ha (CHIRIBOGA, 1984). De ce fait, la quasi totalité des ménages de petits exploitants agricoles vit, à la fin des années soixante-dix, dans des conditions de pauvreté absolue, qui touche globalement 85 % des ménages ruraux et 70 % des ménages urbains, selon les estimations de l'OIT-ISS (ROB. VOS, 1987).

Malgré la croissance annuelle du revenu réel per capita d'environ 6 % durant les années soixante-dix, la détérioration du rapport des revenus moyens entre aires urbaines et rurales s'est poursuivie au détriment de ces dernières, ce rapport passant de 3,3 à 6,5 entre 1971 et 1983 (A. GUTTIERREZ, 1984).

La province de Carchi se distingue, de ce point de vue, du reste de la région andine par le score maximum qu'elle obtient sur l'ensemble des indicateurs de pauvreté. C'est du reste, avec le Bolivar et Loja, l'une des provinces qui se distinguent nettement du reste de cette région par le niveau élevé de leur taux de migration nette extraprovinciale.

La crise de l'agriculture, déclenchée par les transformations opérées par la réforme agraire et le processus de modernisation, s'est traduite par une forte diminution de l'emploi dans cette branche (- 12,3 %), entre 1974 et 1982⁷, à peine compensée par l'expansion des branches services et construction, qui ont permis, dans les aires rurales, d'absorber une partie des sortants de l'agriculture et des nouveaux actifs, freinant ainsi l'accroissement progressif des flux migratoires dirigés vers les zones urbaines (tableaux 12, 13, 14).

TABLEAU 12
EFFECTIFS DES DIFFERENTES BRANCHES D'ACTIVITE, PAR SEXE EN 1974 ET 1982.

Branche d'activité	1974		1982	
	hommes	femmes	hommes	femmes
Agriculture	856 508	40 399	727 880	59 092
Industrie manufacturière	159 396	66 869	214 063	72 467
Construction	84 145	2 047	154 683	3 326
Commerce	137 345	51 727	185 127	86 787
Transports	51 655	2 994	96 345	4 976
Services	191 980	137 573	343 627	211 288
Autres activités mal définies	29 080	5 239	48 723	15 982
TOTAL	1 585 303	324 577	1 799 015	463 945

Sources : Recensements INEC

La réduction du nombre d'actifs agricoles est essentiellement due à une diminution de l'emploi salarié et du nombre de travailleurs familiaux non rémunérés.

Dans la région nord-andine, le déclin des activités artisanales (surtout des sous-branches textile et bois), dans les aires rurales, a précédé la diminution de l'emploi salarié agricole. Cette diminution de l'emploi industriel a concerné autant les salariés que les artisans indépendants, et a touché relativement plus les actives que les actifs.

L'évolution des effectifs de cette branche indiquant une stabilité de ceux-ci à Ibarra, c'est donc dans le reste de la région, et surtout dans les aires rurales, que cette réduction d'emplois s'est produite.

Les flux migratoires issus de l'univers rural ne sont donc pas générés exclusivement - loin s'en faut - par la diminution de l'emploi agricole, mais également par l'évolution des autres branches d'activité, et notamment celle de l'industrie manufacturière traditionnelle.

(7) Certains auteurs, comme A.Gutierrez, estiment néanmoins que l'effectif de la branche est resté stable durant la période, du fait d'une forte sous estimation de l'emploi féminin.

TABLEAU 13
DISTRIBUTION DE LA POPULATION ACTIVE PAR BRANCHE ET AIRE DE RESIDENCE EN 1982
ET SOLDES DES EFFECTIFS PAR BRANCHE DANS LES AIRES RURALES ENTRE 1974 ET 1982

	Branches d'activités en 1982		
	Aires rurales	Soldes 1974-82	Aires urbaines
Agriculture	66,4	- 111 000	5,5
Industries manufacturières	8,8	0	16,9
Construction	5,2	+ 27 000	8,9
Services	11,7	+ 66 000	37,7
Autres	7,9	+ 27 000	31,0
TOTAL	100,0 (1 092 000)	+ 9 000	100,0 (1 133 000)

Sources : Recensements INEC

TABLEAU 14
SOLDE DES EMPLOIS PAR BRANCHE D'ACTIVITE
EN IMBABURA ET CARCHI PAR PERIODES (ENSEMBLE DES DEUX SEXES)

	Période		
	1962-74	1974-82	1962-82
Agriculture	- 2 264	- 5 232	- 7 496
Industrie manufacturière	- 5 546	- 2 353	- 7 899
Services	+ 3 939	+ 7 099	+ 11 038
Autres	+ 9 303	+ 7 299	+ 16 602
TOTAL	+ 5 432	+ 6 813	+ 12 245
Population économiquement active en début de période	95 521	100 953	95 521

Sources : Recensements INEC

III

L'IMMIGRATION A IBARRA

Seul centre urbain de l'ensemble nord-andin dont la croissance "paroissiale" soit supérieure à 2 % par an, la capitale de l'Imbabura joue un rôle important dans la redistribution de la population qui accompagne les transformations économiques de la région. L'analyse des deux derniers recensements indique qu'avec une croissance de 3,08% annuellement, les échanges migratoires de la ville sont légèrement positifs.

Cette lecture de la croissance urbaine reste cependant superficielle si l'on ne tient pas compte de la composition de cet accroissement (tableau 15, carte 3).

TABLEAU 15
POPULATION ET TAUX DE CROISSANCE ENTRE 1974 ET 1982,
D'IBARRA ET DE SES COMPOSANTES.

Composantes	Population 74	Population 82	Taux annuel (%)
Paroisse	52 573	69 839	3,43
Ville (*)	41 335	53 428	3,08
Ville (**)	41 335	49 395	2,13
Zone 4 (***)	7 852	12 577	5,72
Guayaquil de Alpachaca (***)	2 454	5 540	10,09
Périphérie (parties a,b,c)	3 855	7 261	7,76

(*) : Ville d'Ibarra selon les définitions de 1974 et 1982

(**) : Ville d'Ibarra selon la définition de 1974

(***) : Estimation à partir des définitions de 1974

Sources : Recensements de 1974 et 1982, INEC, calculs propres.

La modification, entre les recensements, de la définition spatiale des villes, contribue à surestimer dans la majeure partie des cas, la croissance réelle de celles-ci.

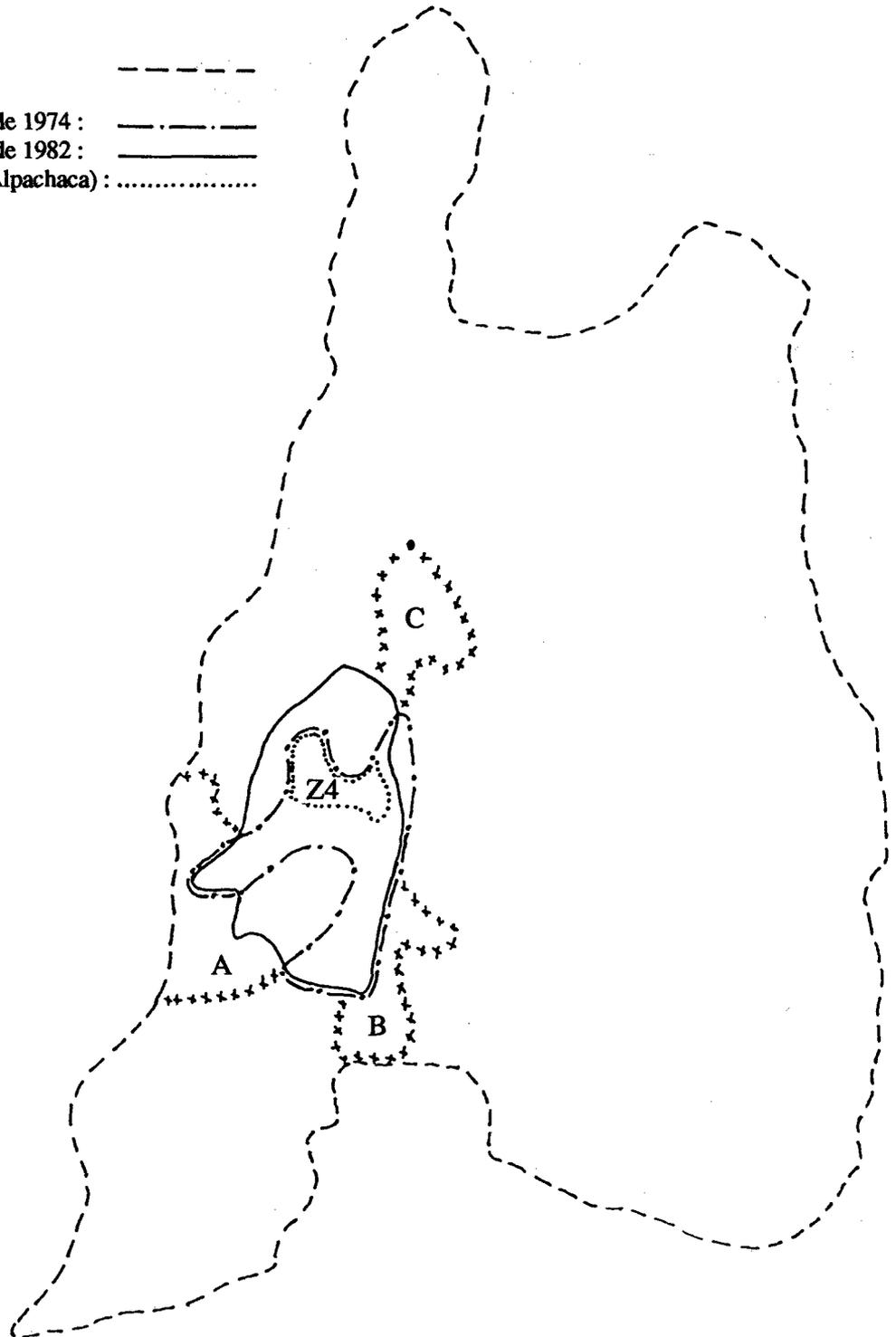
A Ibarra, c'est essentiellement l'incorporation, en 1982, de secteurs périphériques qui n'y étaient pas inclus en 1974, qui détermine l'aspect positif de son solde migratoire. L'estimation faite à partir de la définition de la ville en 1974, réduit la croissance intercensitaire d'Ibarra à 2,13 % annuellement, avec ces limites constantes ; ce qui traduirait évidemment un solde migratoire négatif¹. On relève cependant que près de 60 % de cette croissance (à définition constante de 1974), se produit dans la zone 4 de la ville, et 38 % dans le quartier Guayaquil de Alpachaca, qui représente une fraction de cette zone, et dont le taux de croissance, 10 % annuellement durant la dernière période intercensitaire, est le plus élevé parmi les différents sous-ensembles de la paroisse.

La zone 4, conjointement avec certains secteurs de la périphérie (parties a, b, c de la carte 3), dont le taux de croissance atteint presque 8 % durant cette période, accueille la majeure partie des immigrants de l'ensemble paroissial, et assure près de la moitié de l'accroissement démographique de celui-ci. Cet exemple illustre également que l'on aurait, dans la majeure partie des cas, une meilleure appréciation de la croissance urbaine si l'estimation en était faite à partir des données paroissiales.

(1) L'estimation devrait être faite normalement à partir de la définition de 1982, ce qui n'était pas possible avec les informations disponibles.

Carte 3 : paroisse et ville d'Ibarra
selon les définitions des recensements de 1974 et 1982

Limites de la paroisse : - - - - -
Limites de la ville
 au recensement de 1974 : - . - . -
 au recensement de 1982 : - - - - -
Zone 4 (Guayaquil de Alpachaca) :
A
B
C
Z4



1. Les caractéristiques du centre urbain régional

La population de résidence habituelle de la paroisse d'Ibarra se décompose dans le recensement de 1982, de la manière suivante :

	Natifs	Immigrants	Ensemble
Sexe masculin	64,6	35,4	100,0 (33 898)
Sexe féminin	63,5	36,5	100,0 (36 050)
Ensemble	64,1	35,9	100,0 (69 948)

Les deux composantes de cette population (natifs et immigrants) ne se distinguent pas fondamentalement par leurs rapports de masculinité (tableau 16, graphique 2).

TABLEAU 16
RAPPORT DE MASCULINITE PAR GROUPE D'AGES
DANS LA PAROISSE D'IBARRA, SELON LE LIEU DE RESIDENCE ANTERIEUR

Groupes d'âges	Lieu de résidence antérieur					
	Natifs	Ensemble immigrant	Reste de Imbabura	Carchi	Reste du pays	Extérieur
0-9	102,7	103,8	102,6	103,1	106,8	94,2
10-14	100,5	93,1	98,2	99,5	94,6	73,7
15-19	96,9	88,2	78,3	83,8	111,1	71,4
20-24	92,8	86,3	80,9	86,1	97,1	61,6
25-29	95,7	78,2	77,9	75,3	80,8	79,2
30-34	84,3	88,4	90,0	77,9	101,7	65,2
35-39	87,7	95,9	83,4	96,5	112,7	82,0
40-49	86,2	92,3	94,1	86,6	98,1	86,8
50-59	93,8	100,4	98,2	105,2	100,4	82,2
60 ou +	76,3	84,7	80,0	82,1	101,8	69,1
ENSEMBLE	95,5	90,9	87,1	88,7	99,9	76,0

Source : Recensement 1982, INEC

Contrairement à ce que l'on observe généralement dans les aires rurales, ces rapports indiquent un déficit de population masculine prononcé à partir du groupe d'âges 10-14 ans, surtout dans la population immigrante, confirmant la féminisation des flux de sortie des aires rurales, et accentué par une prédominance de l'élément masculin dans l'ensemble des flux d'émigration de la paroisse, comme cela apparaît dans la série des rapports de masculinité de la population native.

GRAPHIQUE 2
RAPPORTS DE MASCULINITE PAR GROUPES D'AGES,
SELON LA RESIDENCE ANTERIEURE, DANS LA PAROISSE IBARRA

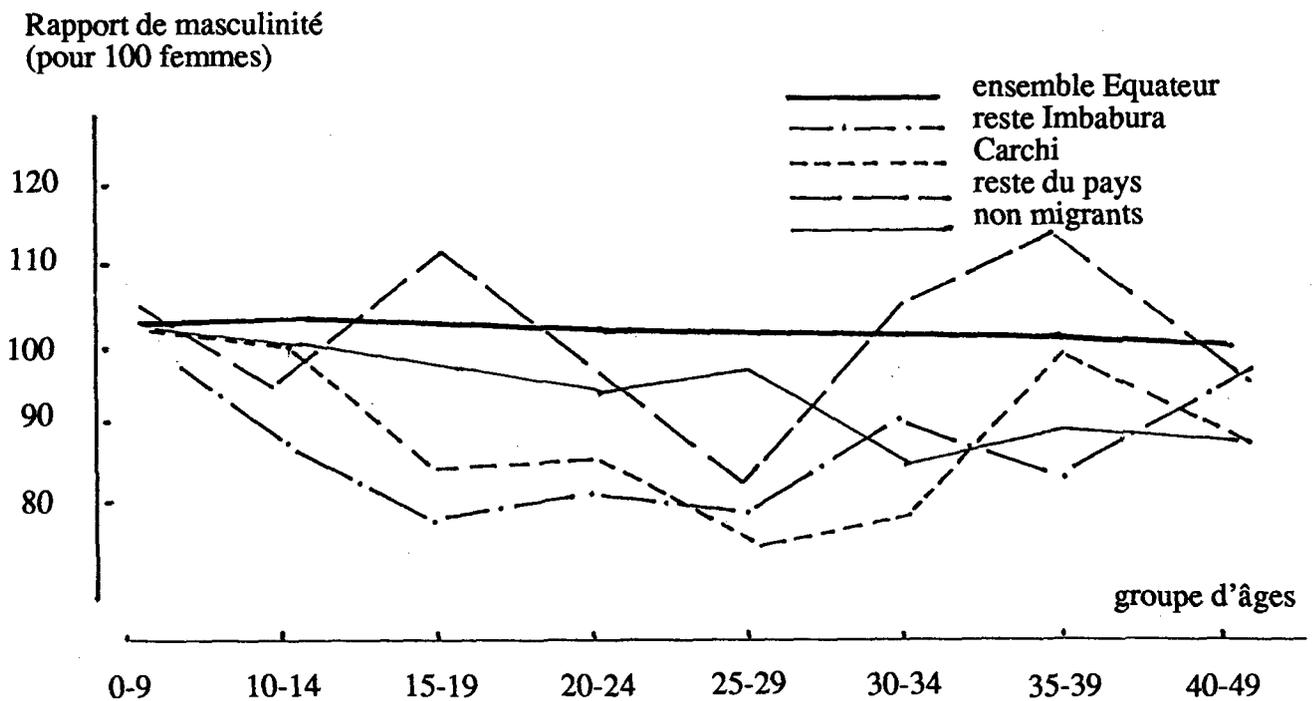


TABLEAU 17
INDICE D'EMIGRATION A IBARRA PAR CANTON (%)

- Reste du canton			
Ibarra	8,79	- Tulcan	2,96
- Antonio Ante	3,09	- Espejo	9,03
(Atuntaqui)		(El Angel)	
- Cotacachi	2,14	- Mira	5,84
- Otavalo	1,41	- Montufar	6,54
- Pimampiro	8,06	(San Gabriel)	

Source : Recensement 1982, INEC

Les différents groupes d'immigrants (reste de la province d'Imbabura, Carchi, reste du pays et extérieur), dont les trois premiers sont de taille identique (autour de 7 500 individus), présentent les mêmes structures globales, caractéristiques des populations migrantes : bases des pyramides d'âges étroites, et sur-représentation des groupes d'âges compris entre 15 et 40 ans, qui composent la majeure partie de ces flux.

Les indices d'émigration² à Ibarra, des cantons des deux provinces (tableau 17), permettent d'identifier trois cantons sur lesquels le centre régional exerce une attraction relativement forte (l'indice s'y situe entre 8 et 10 %) : la partie rurale du canton Ibarra, Pimampiro et Espejo, qui sont des zones exclusivement agricoles.

La dispersion des durées de résidence à Ibarra des différents groupes d'immigrants, au moment du recensement de 1982, est relativement faible : près de la moitié d'entre eux se sont installés dans la paroisse entre 1977 et 1982, période durant laquelle on observe un léger accroissement des flux provenant du reste du pays dans l'ensemble de ces mouvements.

L'information recueillie par l'enquête en 1986 dans le quartier Guyaquil de Alpachaca, privilégiait la population immigrante (64 % du total des enquêtés), et en particulier celle provenant de la province de Carchi (42 % des immigrants), dont la concentration dans ce quartier est particulièrement élevée.

La pyramide des âges, largement influencée par le poids relatif des immigrants, reproduit les caractéristiques générales de celle de la population immigrante de la paroisse lors du recensement de 1982. S'agissant de ménages non collectifs³, les rapports de masculinité par groupe d'âges sont proches de la moyenne nationale, à l'exception du groupe 20-24 ans, où il chute à 75 hommes pour 100 femmes. Cela s'explique par la sur-émigration masculine à partir de la ville dans ce groupe d'âges, ainsi que par la constitution entre 20 et 30 ans de nouveaux couples à l'intérieur desquels l'écart d'âge moyen, qui se situe entre trois et quatre ans, contribue à sous représenter la population masculine.

Les distributions des lieux de résidence antérieure selon les lieux de naissance de la population enquêtée, indiquent que les trajectoires migratoires faisant intervenir plusieurs lieux de résidence sont loin d'être négligeables. Ce phénomène est particulièrement net parmi les Colombiens, dont 42 % d'entre eux ont effectué au moins une étape migratoire dans la province du Carchi avant de s'installer à Guyaquil de Alpachaca. Parmi les natifs du Carchi, 8,2 % et 6,6 % respectivement, ont effectué une étape migratoire dans le reste de la province d'Imbabura ou à Quito, tandis que 5,9 % d'entre eux proviennent d'une autre province du pays. On relève également que les "Imbabureños" de naissance proviennent plus fréquemment du Carchi (5,3 %) que de Quito (3,1 %), quand ils ont effectué au moins un déplacement à l'extérieur de leur province.

L'immigration dans ce quartier de la ville a par ailleurs, un caractère nettement plus rural que dans l'ensemble de la paroisse : 51 % des migrants proviennent de paroisses rurales⁴ dans l'enquête 1986, contre 43 % au niveau de la paroisse d'Ibarra dans le recensement de 1982 ; reflet de la prédominance des flux en provenance du Carchi à Guayaquil de Alpachaca.

2. Les activités masculines

Les taux d'activité masculins se sont nettement réduits à Ibarra entre 15 et 25 ans, durant la dernière période intercensitaire, expression de l'extension de la scolarisation. Ceux-ci passent en effet de 40 à 26,2 % dans le groupe d'âges 15-19 ans et de 72 à 59 % dans le groupe d'âges suivant. Bien que cette évolution soit identique dans le reste du canton, les taux d'activité y sont sensiblement plus élevés en 1982 : 29,6 % entre 12 et 14 ans ; 67,9 % entre 15 et 20 ans, et 85,6 % entre 20 et 25 ans.

(2) Ces indices rapportent les immigrants originaires de ces cantons, recensés dans la paroisse Ibarra, à la population de ces cantons en 1982.

(3) Le quartier ne comprend ni foyer ni hôtel.

(4) Au sens des recensements, c'est à dire ne contenant pas de chef-lieu de canton.

La population immigrante représente en 1982 près de la moitié (48,1 %) de la population économiquement active de la paroisse, et se distingue assez nettement des natifs de celle-ci dans les distributions par branche d'activité (tableau 18). La représentation de ces derniers est relativement forte dans l'agriculture, branche qui, avec celle des services, concentrent plus de la moitié (52,7 %) de leurs activités. La sous représentation des immigrants dans les activités agricole recouvre des situations très distinctes selon leur zone d'origine, que l'on peut subdiviser en deux groupes : les immigrants des deux provinces d'Imbabura et de Carchi d'une part, dont la participation aux activités agricoles de la paroisse est relativement élevée (20,3 % des actifs venant d'Imbabura et 17,2 % de ceux du Carchi s'emploient dans cette branche), et même parfois supérieure à celle des natifs (29,5 % et 26,8 % respectivement pour les originaires des cantons Pimampiro et Mira, zones essentiellement agricoles); et ceux, d'autre part, qui ont immigré des autres provinces du pays et de l'extérieur, dont la branche agricole n'emploie respectivement que 7,3 % et 12 % des actifs. Les immigrants de ce dernier groupe sont au contraire sur-représentés dans les services (43,5 % des actifs, immigrants des autres provinces), ou dans l'industrie et le commerce (36,4 % des immigrants provenant de l'extérieur du pays).

Ceci indique qu'il existerait une certaine inertie dans les transformations d'activités qu'opèrent les déplacements spatiaux, ou en d'autres termes, que la relation mobilité spatiale - mobilité professionnelle conserve en bonne partie les branches d'origine des migrants, et ne traduit donc pas exclusivement des transferts d'emplois de l'agriculture vers les services ou la construction.

TABLEAU 18
DISTRIBUTION DE LA POPULATION ACTIVE MASCULINE RECENSEE DANS LA PAROISSE IBARRA
EN 1982, SELON LE LIEU DE RESIDENCE ANTERIEURE ET LA BRANCHE D'ACTIVITE.

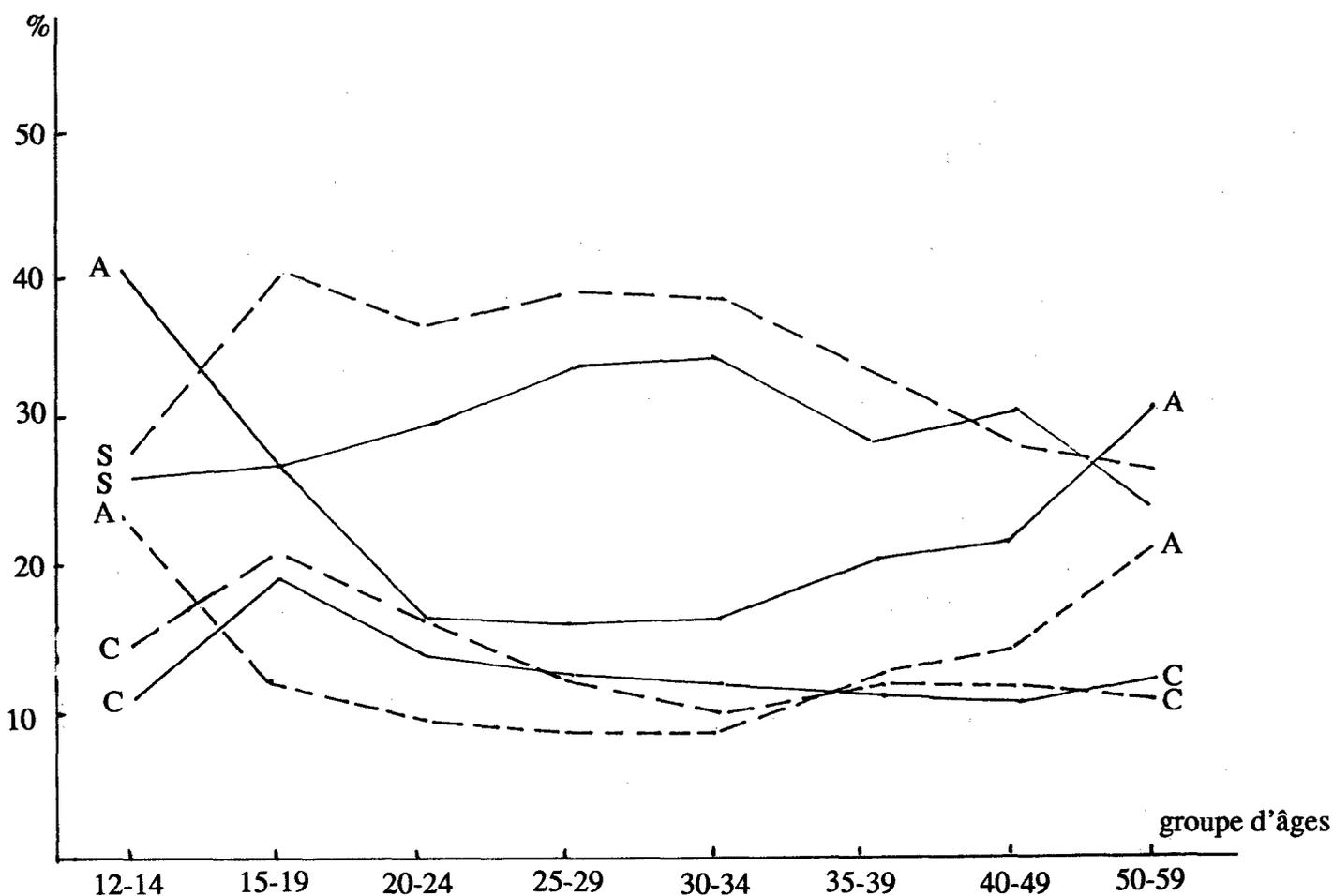
Branche d'activité	Lieu de résidence antérieure					TOTAL
	Natifs	Reste Imbabura	Carchi	Reste pays	Exté- rieur	
Agriculture	24,1	20,3	17,2	7,4	12,0	19,5
Industries	13,9	13,4	11,3	12,3	17,2	13,2
Construction	12,7	15,3	14,8	8,3	9,7	12,6
Commerce	9,0	11,7	13,2	15,5	19,5	11,3
Transports	8,9	11,6	13,6	9,8	4,9	10,1
Services	28,6	25,2	26,8	43,5	33,0	30,4
Autres	2,8	2,6	3,1	3,1	3,7	2,8
TOTAL	100,0 (6 889)	100,0 (1 922)	100,0 (1 953)	100,0 (2 229)	100,0 (267)	100,0 (13 260)

Source : Recensement 1982, INEC, calculs propres

Graphique 3 : Distribution des actifs masculins (en %) de la paroisse d'Ibarra dans chaque groupe d'âges par branche d'activité et lieu de résidence antérieure

Immigrants : - - - -
 Non migrants : ————

A : agriculture
 B : services
 C : construction



L'utilisation de la caractéristique "âge" dans les différentes distributions par branches d'activité en 1982 (graphique 3), permet de discerner certains phénomènes. On note en premier lieu la forme particulière (courbe en "U") de la courbe du poids relatif de la branche agricole dans les différents groupes d'âges, dans les deux populations de natifs et d'immigrants ; ce qui exprime d'une part, le vieillissement de cette profession, et d'autre part une désaffection croissante pour cette branche d'activité, au cours de la vie professionnelle ; mais ceci n'en représente pas moins une modalité importante d'insertion dans la vie active pour les générations les plus jeunes.

La branche construction joue un rôle identique dans le groupe d'âges 15-19 ans, aussi bien pour les natifs que pour les immigrants. La participation plus importante de ces derniers aux activités de la branche services, notamment entre 15 et 25 ans est associée à leur sur-représentation dans la catégorie "employés et ouvriers de l'état", qui regroupe le quart (24,9%) de la population active immigrante, contre à peine 18,1 % des effectifs d'actifs non migrants. La forte croissance de l'emploi dans le secteur public durant les quinze dernières années (7,3 % en rythme annuel), nettement plus élevée que celle de l'ensemble des branches d'activité, a donc fortement contribué à absorber la main d'oeuvre immigrante, tout comme les transferts administratifs (en particulier dans les forces armées, qui représentent 20,7 % de l'emploi de la branche services dans la population immigrante), qui jouent un rôle non négligeable dans la redistribution spatiale de la population active.

Un autre phénomène remarquable est la proportion importante de non salariés parmi les immigrants dans la branche agricole : on y compte en effet 41,4 % d'exploitants individuels (49,1 % chez les natifs), indication qu'une bonne partie des flux d'immigration conservant les activités de cette branche, concerne des non salariés, ou transforme une fraction des immigrants salariés en exploitants individuels.

L'information fournie par l'enquête en 1986, et les fichiers scolaires, bien qu'elle ne se réfère pas strictement aux mêmes ensembles spatiaux⁵, reproduit dans ses grandes lignes, en les amplifiant parfois, celle contenue dans le recensement de 1982. On y relève en effet :

- une certaine réduction des flux provenant de la province du Carchi au profit de ceux issus du reste du pays durant les années les plus récentes ;
- une diminution progressive du poids des activités agricoles parmi les immigrants les plus récents, avec une forte concentration de ces actifs agricoles dans les tranches d'âges extrêmes (inférieures à 25 ans ou supérieures à 50 ans) ;
- une représentation accrue de la branche construction, surtout dans les tranches d'âges inférieures à 25 ans, confirmant l'importance prise par celle-ci durant les années récentes dans l'absorption des nouvelles générations entrant sur le marché du travail ;
- une faible participation des immigrants du "reste du pays" dans la branche agricole, avec en contrepartie une forte concentration dans les services.

Le caractère "artisanal" de l'ensemble des activités de ce groupe est révélé par la distribution des tailles des unités de production (en termes d'individus) des différentes branches (tableau 19).

Hors secteur public, plus de la moitié (55 %) des individus occupés, le sont dans des unités de taille inférieure à trois actifs. Dans la branche industries manufacturières, dont les effectifs sont restés stables à Ibarra selon les données des deux derniers recensements, seulement 20,1 % de l'emploi concerne, dans cette sous-population, des entreprises de plus de 9 salariés. C'est surtout dans la branche "transports, stockage, communications", où le système coopératif est bien implanté, que les activités se réalisent dans le cadre d'entreprises souvent

(5) Les données du recensement concernent la paroisse, tandis que celles des autres sources se réfèrent à la ville elle-même.

importantes. L'auto-emploi, ou l'emploi dans des micro-entreprises, semble donc largement répandu, jusque dans la branche construction, dans laquelle cependant, près de la moitié des emplois (47,7 %) correspondent à des entreprises de plus de quatre actifs.

TABLEAU 19
DISTRIBUTION DES ACTIFS MASCULINS ENQUETES,
SELON LA TAILLE DE L'ENTREPRISE ET LA BRANCHE D'ACTIVITE

Branches d'activités	Taille de l'entreprise (en nombre d'actifs)					TOTAL
	1	2	Total < à 5	5 - 9	10 et +	
Agriculture	34,2	32,5	80,8	7,5	11,7	100 (120)
Industries	20,1	25,4	64,2	15,7	20,1	100 (134)
Construction	14,5	17,6	52,3	24,4	23,3	100 (193)
Commerce	56,6	26,3	89,9	6,1	4,0	100 (99)
Transports	35,4	26,5	66,0	2,0	32,0	100 (147)
Services (hors sec- teur public)	38,4	21,4	77,7	12,5	9,8	100 (112)
TOTAL	30,7	24,3	69,2	12,4	18,4	100 (805)

Source : Enquête migrations-emplois à Ibarra, MAG-ORSTOM, 1986

Les raisons invoquées par les chefs de ménage masculins immigrants pour être venus s'installer à Ibarra, relèvent fréquemment de motivations économiques (recherche d'emplois ou de revenus plus élevés), qui représentent globalement 22,9 % des réponses ; mais également de causes climatiques ou de santé (14,8 %), de différences de niveau de vie (16,7 %), de raisons familiales (18,8 %)... (tableau 20).

Ces raisons d'immigration se distinguent nettement selon le lieu de résidence antérieure. Les immigrants provenant de la province du Carchi invoquent beaucoup plus fréquemment que les autres, des raisons climatiques ou de santé (22,6 % des réponses), qui reflètent les conditions de vie difficiles des zones rurales de cette province⁶ (altitude, froid, isolement...). Ce type de motif d'émigration, représente dans ce groupe, avec les causes d'ordre économiques (25,4 %), près de la moitié de l'ensemble des réponses. Les raisons économiques ne relèvent pas exclusivement de situations de chômage ou de sous-emploi chronique : l'aspiration à accroître les revenus du ménage joue également un rôle non négligeable dans les décisions d'émigrer vers un centre urbain. Bien que nettement moins important, le motif se référant à l'éducation des enfants (9,4 et 9,1 % des réponses respectivement pour les immigrants du Carchi et du reste de l'Imbabura), traduit le déficit de l'infrastructure scolaire des aires rurales de ces deux provinces, comme l'importance croissante accordée à l'éducation dans la reproduction sociale des familles paysannes.

(6) Ibarra, située à 2400 mètres d'altitude, bénéficie d'un micro climat relativement chaud.

TABLEAU 20
DISTRIBUTION DES MOTIFS D'IMMIGRATION A IBARRA DES CHEFS DE MENAGE MASCULINS
SELON LE LIEU DE RESIDENCE ANTERIEURE

Motif d'immigration	Lieu de résidence antérieure				TOTAL
	Imbabura	Carchi	Quito	Autres	
Climat, santé	8,6	22,6	11,7	11,0	14,8
Présence familiale	17,2	17,2	24,7	21,2	18,8
Emplois, revenus	24,9	25,4	11,7	21,2	22,9
Amélioration des Conditions de vie (logement, services..)	21,0	15,7	18,2	10,2	16,7
Transferts administratifs	4,8	3,1	20,8	18,6	8,5
Mariage, divorce	9,1	6,3	7,8	11,0	8,2
Etudes (enfants ou chef de ménage)	9,1	9,4	2,6	4,2	7,6
Autres	5,2	5,9	2,6	2,2	9,8
TOTAL	100,0 (209)	100,0 (256)	100,0 (77)	100,0 (118)	100,0 (660)

Source : Enquête migrations-emplois à Ibarra, 1986

Par contre, les mutations et transferts au sein des administrations, qui accompagnent l'expansion et la décentralisation du secteur public, apparaissent comme des causes importantes dans les flux provenant de Quito et du reste du pays (autour de 20 %). Ils sont parfois associés à la présence à Ibarra du noyau familial d'origine du chef de ménage ou de son conjoint (père, mère, frère ou soeur). On relève également, parmi les réponses des immigrants venant de Quito ou des deux provinces du nord, l'existence de choix d'installation basé sur des avantages comparatifs de qualité de vie : coût relatif avantageux d'Ibarra en ce qui concerne les loyers ou la construction, cherté de la vie à Quito, disponibilité d'infrastructures d'assez bonne qualité....

3. La mobilité spatiale et professionnelle des immigrants

A. Caractéristiques générales des itinéraires

Les distributions des chefs de ménage selon les lieux de naissance, de première activité, et de résidence antérieure, montrent l'importance numérique des natifs du reste de l'Imbabura et du Carchi dans cet échantillon, ainsi que le rôle joué tant par la capitale du pays, que par le centre régional dans l'ensemble des mouvements migratoires de cette population (tableau 21). On relève en effet l'importance de Quito⁷ parmi les lieux de résidence antérieure, ce qui dénote, pour la capitale, une certaine fonction de redistribution de population.

(7) Quito concentre l'essentiel des mouvements qui affectent la province du Pichincha.

La proportion d'individus ayant entamé leur vie active sur leur lieu de naissance⁸ (tableau 22), indique une certaine mobilité pré-professionnelle, en partie induite par les déplacements de leurs parents.

Parmi les individus ayant effectué au moins un déplacement, à partir de leur lieu de naissance (au niveau cantonal pour le deux provinces du nord et le Pichincha, et régional pour le reste du pays), près de la moitié (46 %) n'en ont effectué qu'un seul, aboutissant à leur résidence actuelle à Ibarra ; un peu plus du quart (28 %) ont par contre réalisé au moins trois migrations ; la moyenne générale s'établissant à 2,03 déplacements chez ces non natifs d'Ibarra.

TABLEAU 21
DISTRIBUTIONS DES LIEUX DE NAISSANCE, DE PREMIERE ACTIVITE
ET DE RESIDENCE ANTERIEURE DES CHEFS DE MENAGES MASCULINS IMMIGRANTS

	Lieu de naissance	Lieu d'exercice de la première activité	Lieu de résidence antérieur à Ibarra
Paroisse Ibarra	10,4	17,7	6,9
Reste de l'Imbabura	30,6	27,9	29,4
Carchi	45,1	38,0	36,2
Pichincha	3,1	5,6	15,2
Reste du pays	10,8	10,8	12,4
TOTAL	100,0 (710)	100,0 (702)	100,0 (712)

Source : Enquête migrations-emplois à Ibarra, 1986

TABLEAU 22
PROPORTION D'IMMIGRANTS AYANT ENTAME LEUR VIE ACTIVE SUR LEUR LIEU DE NAISSANCE

Lieu de naissance					
Paroisse Ibarra	Reste Imbabura	Carchi	Quito	Reste pays	Ensemble
78,0	70,2	74,0	72,7	59,7	71,8

Source : Enquête migrations-emplois à Ibarra, 1986

(8) Niveau cantonal pour le Carchi et le reste de la province de l'Imbabura, niveau provincial pour le reste du pays.

Le nombre moyen de migrations selon l'âge actuel laisse par ailleurs présager un accroissement de celui-ci, parmi les jeunes générations, comme un léger rallongement du calendrier de ces déplacements (tableau 23). On note en effet, que pour cent migrations réalisées à 35 ans, près de la moitié (49 %), l'étaient avant 20 ans dans les générations les plus vieilles (individus âgés de 60 ans ou plus au moment de l'enquête), tandis que cette proportion s'abaisse à 35 % dans les plus jeunes générations (âgées de 35 à 39 ans dans ce cas).

Le nombre moyen d'occupations différentes (en termes de branches d'activité) est du même ordre de grandeur (2,10) que le nombre moyen de migrations, et semble également en hausse parmi les jeunes générations. Néanmoins, 25 % de ces chefs de ménage n'ont jamais changé de branches d'activité⁹, tandis que 26 % en ont changé au moins deux fois.

TABLEAU 23

NOMBRE MOYEN DE MIGRATIONS REALISEES A L'AGE I, A PARTIR DU LIEU DE NAISSANCE, SELON L'AGE ACTUEL, PARMI LES NON NATIFS D'IBARRA ; ET NOMBRE MOYENS DE MIGRATIONS ET DE BRANCHES D'ACTIVITE, PAR GROUPE D'AGES ACTUELS.

Age actuel	Nombre moyen de migrations réalisées à l'âge i				Nombre moyen de migrations	Nombre moyen de branches d'activité
	20	25	30	35		
20-24	1,41				1,59	1,79
25-29	1,19	1,74			1,90	1,93
30-34	0,95	1,50	1,90		2,08	2,28
35-39	0,66	1,10	1,58		1,78	2,12
40-44	0,55	0,93	1,28	1,57	2,22	2,31
45-49	0,63	1,01	1,34	1,55	2,20	1,97
50-59	0,50	0,81	1,03	1,22	2,09	2,14
> 60	0,45	0,66	0,78	0,92	2,06	1,97
ENSEMBLE					2,03	2,10

Source : Enquête migrations-emplois à Ibarra, 1986

Les situations extrêmes, en ce qui concerne les nombres moyens de migrations et de branches d'activité, en fonction de la branche de première activité (tableau 24), sont représentées par l'agriculture, les transports et le groupe divers (regroupant les branches finances, mines et électricité, gaz, eau). C'est en effet dans la branche transports et communications, que la mobilité spatiale est la plus importante, alors que la mobilité inter-branches y est minimale. Inversement, c'est parmi les individus ayant débuté leur vie active dans l'agriculture, que l'on observe le plus faible nombre moyen de déplacements (hormis le groupe divers).

(9) En ne tenant pas compte des échanges entre secteurs public et privé au sein de la branche service.

TABLEAU 24
NOMBRE MOYENS DE MIGRATIONS ET DE BRANCHES D'ACTIVITES
SELON LA BRANCHE DE PREMIERE ACTIVITE

	Agri- culture	Indus- tries	Cons- truction	Com- merce	Trans- ports	Services ports	Divers
Nombre moyen de :							
- migrations	1,9	2,0	2,2	2,1	2,4	2,0	1,3
- branches d'activités	2,2	2,0	1,9	2,2	1,7	2,1	2,4

Source : Enquête migrations-emplois à Ibarra, 1986

L'évolution de la structure des branches d'activité, du lieu d'exercice de la première activité jusqu'aux transformations subies par celle-ci dans la ville d'Ibarra, après l'immigration dans le centre régional, exprime bien le transfert progressif de la main d'oeuvre migrante, de l'agriculture vers les autres branches d'activité, et notamment celles de la construction, des transports et des services (tableau 25).

TABLEAU 25
STRUCTURE DES BRANCHES D'ACTIVITE DES CHEFS DE MENAGE NON NATIFS D'IBARRA,
EN DIFFERENTS LIEUX, DEPUIS LEUR ENTREE EN ACTIVITE

Branche d'activité	Lieu d'exercice première activité	Lieu de résidence antérieur à Ibarra	Après l'arrivée à Ibarra	Au moment de l'enquête
Agriculture	60,6	41,5	18,2	15,4
Industries	8,0	11,8	13,1	12,7
Construction	7,6	12,8	22,5	20,3
Transports	4,3	9,4	13,7	16,6
Commerce	4,4	7,1	10,0	11,2
Services	10,8	15,4	18,8	20,3
Autres	4,3	2,1	3,9	3,6
TOTAL	100,0 (591)	100,0 (533)	100,0 (512)	100,0 (591)

Source : Enquête migrations-emplois à Ibarra, 1986

Au cours du temps, Ibarra et Quito, ont pris une importance croissante comme lieu d'exercice de la première activité, au détriment du reste de la province d'Imbabura et surtout du Carchi (tableau 26), expression d'une intensification des mouvements de non actifs vers les zones urbaines y cherchant une première insertion sur le marché du travail.

TABLEAU 26
LIEU D'EXERCICE DE LA PREMIERE ACTIVITE SELON LA PERIODE D'ENTREE EN ACTIVITE

Périodes	Lieux					TOTAL
	Ibarra	Reste Imbabura	Carchi	Quito	Reste du pays	
< à 1960	10,1	28,4	48,6	3,0	9,9	100,0 (395)
1960-64	21,1	27,6	38,2	7,9	5,3	100,0 (76)
1965-69	30,9	28,9	22,7	6,2	11,3	100,0 (97)
1970-74	29,6	25,4	25,4	5,6	14,1	100,0 (71)
1975-86	28,3	23,3	16,7	16,7	15,0	100,0 (60)
ENSEMBLE	17,7	27,6	38,8	5,4	10,4	100,0 (699)

Source : Enquête migrations-emplois à Ibarra, 1986

Cette évolution de la structure des lieux de première insertion professionnelle, qui s'urbanise considérablement parmi les générations les plus jeunes, est évidemment associée à la réduction progressive et constante de l'agriculture comme branche de première activité (tableau 27) ; avec en contrepartie, comme on l'observe dans le cas des échanges inter-branches, une croissance importante des branches construction, services et transports¹⁰.

Si l'on ne considère uniquement que les immigrants à Ibarra, l'évolution est quasiment identique.

Les modifications qui s'opèrent par la suite, dans le devenir des individus, à partir de cette situation initiale (changement de branche d'activité dans le même lieu¹¹, changement de lieu en conservant la même branche d'activité, ou changement de lieu et de branche d'activité), indiquent que jusqu'à la fin des années cinquante, ces trois modalités de transformation de la vie des individus, avaient une importance sensiblement équivalente (tableau 28). **A partir des années soixante, ce sont les déplacements spatiaux associés à des changements de branche d'activité, qui deviennent prédominants**, même si l'on observe, durant les dernières années (1980-86), une hausse importante des mouvements migratoires conservant la branche d'activité d'origine.

(10) Le quasi doublement de l'effectif relatif de la branche industrie dans le tableau 27, entre les deux dernières périodes, est dû essentiellement à la période 1975-79, et serait actuellement en nette régression.

(11) Rappelons que l'on considère ici comme un changement de lieu, tout déplacement inter-cantonal dans les provinces du Carchi, de l'Imbabura et du Pichincha, et tout déplacement inter-provincial pour le reste du pays.

TABLEAU 27
BRANCHE DE PREMIERE ACTIVITE SELON LA PERIODE D'ENTREE EN ACTIVITE

Branche de première activité	Périodes d'entrée en activité					TOTAL
	< à 1960	1960-64	1965-69	1970-74	1975-86	
Agriculture	70,1	50,0	40,2	39,1	21,4	56,7
Industries	7,7	12,2	15,2	10,1	19,6	10,4
Construction	7,2	2,7	12,0	7,2	16,1	8,1
Commerce	4,1	6,8	4,3	4,3	3,6	4,4
Transports	2,3	8,1	5,4	7,2	12,5	4,7
Services	4,4	16,2	19,6	21,7	23,2	11,0
Autres	4,1	4,1	3,3	7,2	3,6	4,6
TOTAL	100,0 (388)	100,0 (75)	100,0 (92)	100,0 (69)	100,0 (56)	100,0 (679)

Source : Enquête migrations-emplois à Ibarra, 1986

TABLEAU 28
DISTRIBUTION DES MODALITES DES MODIFICATIONS INTERVENUES DANS LA VIE DES IMMIGRANTS (CHANGEMENTS DE LIEU ET/OU D'ACTIVITE), PAR PERIODE, A PARTIR DE LA BRANCHE DE PREMIERE ACTIVITE

Modalité	Période			
	< à 1960	1960-69	1970-79	1980-86
Changement de branche d'activité, même lieu (A)	34,4	30,0	23,1	13,8
Changement de lieu, conservation de la branche d'activité (B)	33,9	30,0	28,6	40,4
Changement de branche, changement de lieu (C)	31,7	40,0	48,4	45,7
TOTAL	100,0 (180)	100,0 (160)	100,0 (182)	100,0 (94)

Source : Enquête migrations-emplois à Ibarra, 1986

Bien que la nature de l'enquête (échantillon d'immigrants dans une aire urbaine) privilégie les transformations de type "B" et "C", on peut penser qu'il est fort probable que **les possibilités de "reconversion" sur le lieu d'origine, se soient fortement réduites au cours du temps, dans le milieu rural**, conduisant en particulier des agriculteurs, soit à émigrer tout en restant dans l'agriculture, soit plus fréquemment, à émigrer et changer de branche d'activité.

Le début des années quatre-vingts, plus fortement marqué par l'expansion et la décentralisation du secteur public, et donc par les transferts administratifs, que les périodes précédentes, laisse de ce fait apparaître un net accroissement des mouvements de type "B" (conservation de la branche d'activité à travers le déplacement), dans l'ensemble des branches d'origine non agricoles.

Jusqu'à la fin des années cinquante, les mouvements qui affectent cette population, sont nettement dominés par les individus qui proviennent de la branche agricole (71,1 % de l'ensemble des trois types de transformation "A", "B", "C"). Par la suite, le poids relatif de l'agriculture comme branche de première activité se réduit constamment, pour se stabiliser à un peu plus de la moitié (50 % durant la période 1970-79 et 55,3 % entre 1980 et 1986) des transformations qui s'opèrent après 1975 ; indication que les mouvements qui affectent les deux provinces du nord, concerneraient de plus en plus des actifs d'origine non agricole, et principalement des individus ayant débuté leur vie active dans l'industrie, la construction ou les services.

Cependant, les actifs d'origine agricole restent nettement prépondérants (entre 66 % et 75 %) dans les mouvements associant déplacement spatial et changement de branche d'activité (type "C"), durant toutes les périodes. L'évolution de la structure des branches d'activité d'origine dans les mouvements de type "B" (changement de lieu et conservation de la branche d'activité), fait apparaître un net accroissement des branches industries et construction dans un premier temps, jusqu'à la fin des années soixante-dix, au détriment des actifs d'origine agricole; puis dans la période la plus récente, une forte croissance des actifs issus des branches services, transports et agriculture. En ce qui concerne les changements d'activité qui se réalisent sur le lieu d'origine, on observe, comme dans le groupe précédent, une forte décroissance du nombre relatif des actifs d'origine agricole au cours du temps ; contrebalancée par une hausse importante des actifs des branches industrie et construction.

Le résultat de ce premier mouvement - qu'il soit spatial et/ou professionnel - qui affecte surtout à l'origine, des actifs agricoles, puis par la suite de plus en plus d'actifs non agricoles, s'exprime principalement par un transfert d'activités agricoles et de l'industrie manufacturière, vers les branches construction, services et transports, qui représentent respectivement 25 %, 20,7 % et 17,4 % des branches de seconde activité pour les transformations ayant eu lieu durant la période 1980-86.

Jusqu'à la fin des années cinquante, l'ensemble des transformations s'opérant dans cette population affectait, comme nous l'avons remarqué, principalement des actifs agricoles (71,1 % des transformations), dont une bonne partie (33,5 %), n'opéraient qu'un déplacement spatial, conservant leurs activités agricoles à travers celui-ci. Ce taux de conservation de la branche d'activité, parmi les actifs d'origine agricole (qui implique donc un déplacement), va ensuite fortement baisser (17,7 % durant la période 1970-79, avant de remonter durant les années récentes (34,6 % pour les années 1980-86).

Contrairement aux actifs d'origine agricole qui, au cours du temps, passent d'une situation d'équilibre entre les différentes modalités de transformation de leur vie active, à une nette prédominance de la mobilité spatiale associée à la mobilité inter-branche¹² ; les actifs d'origine non agricole, conservent jusqu'à la fin des années soixante-dix cet équilibre entre mobilité inter-branche dans un même lieu, et mobilité inter-branche associée à une migration ; le léger accroissement des déplacements conservant les branches d'activité d'origine étant dû, comme nous l'avons souligné, à celui des salariés du secteur public au cours des années les plus récentes.

(12) Bien que l'on ait pu constater récemment, dans cette population un regain du mode de transformation se traduisant uniquement par une mobilité spatiale.

En termes de branches de destination, à l'issue de ces transformations, on peut toutefois noter que l'industrie manufacturière, comme la construction - autrefois associées aux transferts inter-branches sans migrations (produits de reconversions professionnelles sur le lieu de résidence) - se transforment de plus en plus, surtout pour cette dernière, en branches d'accueil pour les migrants issus d'autres branches.

Durant toutes les périodes, la branche services a également joué le rôle de branche d'accueil, étant largement associée aux mouvements combinant mobilités spatiales et professionnelles (autour de 60 % des types de mouvements durant chaque période). L'accroissement du poids relatif des mouvements de type "B" (mobilité spatiale conservant l'activité dans la branche), se réalise au détriment de la reconversion vers cette branche sur le lieu d'origine (type "A").

En définitive, ces mouvements expriment donc le passage progressif au cours du temps, d'une mobilité inter-branches importante qui se réalisait sur le lieu d'origine, à une mobilité associant déplacement spatial et mobilité professionnelle. Cette évolution largement dominante chez les actifs d'origine agricole, est influencée par le poids relatif de ceux-ci dans la structure des premières activités. L'importance croissante des actifs d'origine non agricoles dans cette structure, parmi lesquels les taux de conservation d'activité sont relativement élevés à travers les déplacements, tend cependant à rétablir l'équilibre, depuis la fin des années soixante-dix, entre d'une part la mobilité strictement spatiale, et la double mobilité (qui associe migration et mobilité professionnelle).

Il y eut dans un premier temps une saturation des capacités d'absorption des branches d'activité non agricoles pour les sortants de la branche agricole dans les aires rurales, suivie d'un déclin des activités de ces branches dans les mêmes aires, qui ont contribué à alimenter les flux migratoires.

L'âge d'entrée en activité s'est nettement élevé au cours du temps, passant de 12,5 ans en moyenne, avant les années soixante, à 16,6 ans durant les années 1975-86 (tableau 29), expression de l'allongement progressif de la durée de scolarité et de la réduction de l'importance de l'agriculture parmi les branches de première activité.

TABLEAU 29

AGE MOYEN A LA PREMIERE ACTIVITE, ET DUREE MOYENNE DANS LA PREMIERE ACTIVITE SUR LE MEME LIEU DE RESIDENCE, SELON LA PERIODE D'ENTREE EN ACTIVITE (EN ANNEES)

	Périodes d'entrée en activité					TOTAL
	< à 1960	1960-64	1965-69	1970-74	1975-86	
Age moyen	12,5	14,1	13,8	14,9	16,6	13,5(679)
Durée moyenne	14,5	8,8	7,4	6,5	3,6	11,3(662)

Source : Enquête migrations-emplois à Ibarra, 1986

Les moyennes générales par branche d'activité indiquent en effet des écarts importants de l'âge d'entrée en activité, qui tiennent tant à la nature de celle-ci (plus ou moins grande qualification, proportion de travailleurs familiaux non rémunérés...), qu'à leur localisation rurale ou urbaine, et à leur développement plus ou moins récent (tableau 30).

TABLEAU 30
AGE MOYEN A L'ENTREE EN ACTIVITE SELON LA BRANCHE D'ACTIVITE (EN ANNEES)

Agriculture	Industrie	Construction	Transports	Services	Commerce
12,1	14,5	13,3	15,1	16,2	12,9

Source : Enquête migrations-emplois à Ibarra, 1986

On peut observer, par exemple, que les individus ayant débuté leur vie active en milieu urbain (Ibarra ou Quito), ont un âge moyen à l'entrée en activité (14,3 ans) nettement plus élevé que ceux dont la première activité s'est déroulée dans les aires rurales (12,5 ans)¹³.

Inversement, la durée moyenne de vie active dans la même branche d'activité, et sur le même lieu de résidence, s'est très fortement réduite dès le début des années soixante, passant de 14,5 ans dans les plus vieilles générations, à 8,8 ans pour ceux qui ont entamé leur vie active entre 1960 et 1965.

Cette durée moyenne de vie active, précédant tout changement (d'activité et/ou de lieu de résidence), est également très différente selon le lieu d'entrée en activité : elle est de 13,4 et 11,8 ans respectivement dans les aires rurales (Carchi et reste de l'Imbabura), contre 8,6 ans à Ibarra et 7,3 ans à Quito. Ces écarts recouvrent en grande partie, ceux que l'on observe entre les différentes branches de première activité, où l'agriculture se distingue des autres branches, en retenant nettement plus longtemps ses actifs sur le même lieu de résidence (tableau 31).

TABLEAU 31
DUREE MOYENNE D'ACTIVITE DANS LA PREMIERE BRANCHE
ET SUR LE MEME LIEU DE RESIDENCE, SELON LA BRANCHE (EN ANNEES).

Agriculture	Industries	Construction	Services	Ensemble
13,1	8,5	8,8	8,8	11,2 (619)

Source : Enquête migrations-emplois à Ibarra, 1986

Au sein de la branche agricole (branche de première activité), on différencie nettement deux groupes d'effectifs sensiblement équivalents :

- le premier, qui constitue la population la plus âgée de l'échantillon au moment de l'enquête, a entamé sa vie active en majeure partie durant les années 1945-50. Près de la moitié d'entre eux (45 %) quittent l'agriculture pour d'autres branches d'activités sur le même lieu de résidence, après une durée moyenne d'activité d'environ 10 ans (9,9 ans). L'autre partie de ce groupe, légèrement plus âgée, reste beaucoup plus longtemps à exercer son activité agricole sur le même lieu (16,4 ans), avant d'effectuer une migration sans changer d'activité ;

(13) Cette observation doit cependant être nuancée du fait que cette dernière sous population est sensiblement plus âgée que la première au moment de l'enquête.

- le second groupe, nettement plus jeune que le premier, commence sa vie active autour de l'année 1955, et reste en moyenne 12,5 ans sur le même lieu de résidence, dans cette activité, avant de migrer en abandonnant la branche agricole, autour des années 1967-68.

Il semble donc que l'option qui prévalait jusqu'à la fin des années cinquante, parmi les agriculteurs sortant de leur branche, consistait à se reconvertir sur leur lieu de résidence, notamment dans la construction ou l'industrie (artisanat). Dans ces mêmes générations, se sont par la suite développés des mouvements de migrations agricoles, centrés sur le début de la réforme agraire (1963-1964), correspondant à la libération de la main d'œuvre "huasipungo"¹⁴, et à la colonisation de nouvelles terres. Enfin dans les générations les plus récentes, s'est imposé le modèle associant mobilité spatiale et mobilité professionnelle, qui alimente les flux vers les aires urbaines.

TABLEAU 32
DUREE MOYENNE D'ACTIVITE SELON LA MODALITE DE TRANSFORMATION
(CHANGEMENTS DE BRANCHE ET/OU D'ACTIVITE), PAR GROUPE D'AGES ACTUELS (EN ANNEES)

	Age actuel			TOTAL
	< à 40 ans	40-49 ans	> à 50 ans	
Changement d'activité, même lieu (A)	6,1	8,2	12,1	9,0
Changement de lieu, même activité (B)	6,7	11,1	19,7	13,2
Changements de lieu et d'activité (C)	7,9	11,1	16,2	11,1
ENSEMBLE	7,1	10,3	16,3	11,2(619)

Source : Enquête migrations-emplois à Ibarra, 1986

Dans les autres branches de première activité, dont la population est sensiblement plus jeune (40,9 ans d'âge moyen, contre 47,4 chez les ex-agriculteurs, au moment de l'enquête), les durées de vie active dans la branche de départ, et sur le même lieu de résidence varient peu selon les trois modalités de transformation définies précédemment (changement de lieu et/ou changement de branche d'activité), s'établissant entre 7,9 et 9,4 ans. On note cependant, comme dans la population d'origine agricole, que **le changement de branche d'activité se réalise plus rapidement que la mobilité spatiale.**

(14) Système féodal de travail servile, en vigueur dans les latifundios andins jusqu'au début des années soixante.

D'une manière générale, la branche services est associée aux mouvements combinant mobilités spatiale et professionnelle, comme l'agriculture, tandis que les branches construction et industries relèvent plus de mouvements strictement spatiaux (où sont conservées les branches d'activité d'origine).

Il semble donc que l'on ait assisté à une forte réduction de la durée moyenne de la première activité sur le même lieu de résidence, largement supérieure à l'élévation générale de l'âge d'entrée en activité ; ce qui est une **forme d'expression de l'intensification des flux migratoires**.

Cette réduction est surtout sensible dans les mouvements spatiaux qui conservent la branche d'activité (tableau 32), de sorte que l'on tend vers une certaine homogénéisation de ces durées.

L'âge moyen à l'arrivée à Ibarra, s'est fortement accru au fil des ans, passant de 26,2 ans avant 1965, à 36,5 ans¹⁵ durant la période 1980-1986 (tableau 33); ce qui implique une représentation croissante de l'immigration de type familial dans l'ensemble des flux dirigés vers Ibarra, comme cela apparaissait dans le recensement de 1982, où l'on relevait que l'immigration à Quito se différenciait de celle d'Ibarra par son caractère plus individuel¹⁶. Le raccourcissement du calendrier de sortie des aires rurales est plus que compensé par l'accroissement du nombre de migrations précédant l'installation dans la capitale régionale.

L'évolution de la structure des flux selon le lieu de résidence antérieure, fait apparaître une transformation importante de celle-ci, réduisant la participation du Carchi dans l'ensemble des mouvements dirigés vers Ibarra depuis une dizaine d'années, au profit des flux provenant de Quito et du reste du pays ; de sorte que durant la période 1980-86, où se réalisait 36 % de l'immigration de l'échantillon, les trois ensembles d'origine des flux (Carchi, reste de l'Imbabura et reste du pays), avaient une importance pratiquement égale dans la structure de ces flux.

TABLEAU 33
AGE MOYEN A L'IMMIGRATION A IBARRA DES CHEFS DE MENAGE,
SELON LA PERIODE D'ARRIVEE (EN ANNEES)

	Périodes d'arrivée				ENSEMBLE
	< 1965	1965-75	1975-79	1980-86	
Age moyen	26,2	32,8	33,3	36,5	33,4

Source : Enquête migrations-emplois à Ibarra, 1986

L'analyse de la mobilité inter-branches qu'opère la dernière migration, et qui se traduit donc par une installation de longue durée, sinon définitive à Ibarra, montre qu'il y a une forte diminution du poids relatif des actifs agricoles, à partir du début des années soixante-dix, parmi les immigrants ayant une activité avant de se déplacer. En contrepartie, à partir de 1975, on relève une forte croissance d'actifs de la branche services, puis dans les années récentes, d'actifs de la branche transports (tableau 34).

(15) L'échantillon étant constitué de chefs de ménage, les arrivées les plus anciennes sont en partie constituées d'enfants, futurs chefs de ménage de l'échantillon, ce qui contribue à l'élévation de cet âge moyen dans le temps.

(16) La proportion d'immigrants âgés de moins de 15 ans était de 22,4 % à Ibarra, et de 12,3 % à Quito en 1982.

La proportion d'actifs provenant de l'industrie reste relativement stable durant toutes les périodes considérées (10 à 14 %). Ces transformations recouvrent, comme nous l'avons souligné, les modifications intervenues dans la structure des lieux d'origine des migrants.

TABLEAU 34
BRANCHE D'ACTIVITE ANTERIEURE AU DERNIER DEPLACEMENT A IBARRA,
PAMI LES IMMIGRANTS ACTIFS, PAR PERIODE D'ARRIVEE.

Branches	1920-60	1960-64	1965-69	1970-74	1975-79	1980-86	TOTAL
Agriculture	50,0	54,3	51,9	45,3	38,3	35,0	41,5
Industrie	14,3	11,4	11,5	12,8	12,2	10,8	11,8
Construction	16,7	8,6	11,5	12,8	12,2	10,8	12,8
Commerce	2,4	8,6	13,5	15,1	4,3	4,4	7,1
Transports	4,8	0,0	3,8	8,1	7,0	15,3	9,4
Services	9,5	14,3	7,7	5,8	19,1	20,7	15,4
Autres	2,4	2,9	0,0	4,7	2,6	0,9	2,1
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0(533)

Source : Enquête migrations-emplois à Ibarra, 1986

Les branches d'activité dans lesquelles s'insèrent ces immigrants actifs lors de leur installation à Ibarra, conservent en partie les branches d'activité antérieures (tableau 35).

On remarque une réduction importante de la branche agricole dans l'évolution de cette structure, à partir de la seconde moitié des années soixante, avec toutefois un renforcement de sa capacité de rétention durant la dernière période (1980-86).

C'est surtout la branche construction qui, notamment à partir des années 65-69, a permis l'absorption de ces immigrants issus en grande partie de l'agriculture. Fonctionnant comme un "sas", elle facilite leur insertion dans les activités urbaines.

L'accroissement des proportions d'actifs dans les branches transports et services après 1975, correspond surtout à des déplacements conservant les activités d'origine (en particulier à travers les mutations des salariés du secteur public).

Pour l'ensemble des périodes, les transferts d'activités se sont réalisés surtout à partir de la branche agricole ; la branche industrie conservant globalement ses effectifs à travers les déplacements spatiaux.

TABLEAU 35
BRANCHE D'ACTIVITE A IBARRA, DES IMMIGRANTS, LORS DE LEUR INSTALLATION,
PAR PERIODES.

Branches	1920-60	1960-64	1965-69	1970-74	1975-79	1980-86	TOTAL
Agriculture	26,3	27,3	18,8	19,8	9,0	19,4	18,2
Industrie	13,2	15,2	16,7	12,8	13,5	11,7	13,1
Construction	26,3	6,1	33,3	24,4	24,3	19,9	22,5
Commerce	5,3	18,2	12,5	12,8	9,0	8,2	10,0
Transports	13,2	9,1	8,3	9,3	15,3	16,8	13,7
Services	10,5	18,2	8,3	14,0	24,3	21,9	18,8
Autres	5,3	6,1	2,1	7,0	4,5	2,0	3,9
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0(512)

Source : Enquête migrations-emplois à Ibarra, 1986

Le taux de rétention dans la branche agricole, relativement important jusqu'au milieu des années soixante (43,2 % des actifs de cette branche continuaient à y travailler après leur déplacement à Ibarra), s'est fortement réduit par la suite, avant de retrouver un niveau particulièrement élevé (51,5 %) durant la dernière période, dû sans doute à une demande accrue de main d'oeuvre agricole dans l'aire péri-urbaine, et à une contraction de l'activité de la branche construction (tableau 36). Durant toutes les périodes, les taux globaux de rétention sont supérieurs à 50 % et correspondent donc à une prédominance des mouvements associant mobilité spatiale et conservation des branches d'activité ; ce qui n'était pas le cas dans l'analyse des différents mouvements non affectés à un lieu particulier. En d'autres termes, **l'immigration au centre régional conserverait plus les branches d'activités que les autres mouvements dirigés vers d'autres lieux** ; du fait qu'elle intervient généralement après un premier changement de branche réalisé soit sur le lieu d'origine, soit à l'occasion d'un déplacement précédent.

Par ailleurs, les taux de rétention des diverses branches, en dehors de l'agriculture et des services, sont relativement équivalents (70 à 78 %), et particulièrement élevés dans la branche construction (77,6 %). Ce n'est que durant les dix dernières années que ce niveau est atteint dans la branche services (effet du poids croissant du secteur public), qui conservait peu, auparavant, ses actifs, à travers la mobilité spatiale.

TABLEAU 36
TAUX DE RETENTION DES BRANCHES D'ACTIVITE, SELON LA PERIODE,
A TRAVERS L'IMMIGRATION A IBARRA.

Branches d'activité au moment de l'immigration	Périodes d'immigration				ENSEMBLE
	1920-64	1965-74	1975-79	1980-86	
Agriculture	43,2	32,8	22,0	51,5	38,3
Industrie	88,9	68,8	57,1	72,7	70,5
Construction	66,7	84,6	73,7	80,8	77,6
Commerce	75,0	73,7	60,0	88,9	75,7
Transports	100,0	71,4	100,0	69,0	76,1
Services	37,5	44,4	77,3	69,6	65,9
TOTAL	54,9	52,3	53,6	66,2	58,3 (502)

Source : Enquête migrations-emplois à Ibarra, 1986

Les motifs associés à cette mobilité (spatiale et/ou professionnelle) vers Ibarra, ont également subi une transformation de leur structure au cours du temps (tableau 37).

TABLEAU 37
MOTIF D'IMMIGRATION A IBARRA SELON LA PERIODE D'ARRIVEE

Motifs	Périodes				ENSEMBLE
	< à 1965	1965-74	1975-79	1980-86	
Présence familiale ou d'amis	20,0	13,0	21,4	13,5	16,0
Recherche de revenus plus élevés	44,0	32,6	32,5	29,8	33,1
Chômage	16,0	14,5	12,8	10,6	12,8
Transferts administratifs	5,3	10,9	11,1	21,2	14,1
Education (enfants)	1,3	10,9	9,4	6,3	7,4
Climat, santé	6,7	10,1	6,0	9,1	8,4
Autres	6,7	13,2	6,9	9,5	8,2
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Enquête migrations-emplois à Ibarra, 1986

Les motifs d'ordre économique (chômage ou recherche d'un emploi plus rémunérateur), ont régressé, bien qu'ils représentent toujours les motifs les plus fréquemment invoqués.

Inversement, les motifs se référant aux transferts administratifs (mutations du secteur public) se sont fortement accrues depuis la fin des années soixante-dix.

En termes d'âges moyens à l'immigration, les motifs économiques sont plutôt invoqués par les immigrants les plus jeunes (autour de trente ans), tandis que les références à la présence familiale ou d'amis dans la ville sont le fait d'individus plus âgés (environ 35 ans en moyenne). Quant aux migrations déterminées par des raisons climatiques ou de santé, elles concernent essentiellement les groupes les plus âgés au moment de l'immigration (44 ans en moyenne).

La décomposition effectuée selon le lieu d'origine, indique que les conditions climatiques tiennent une grande place parmi les motifs d'immigration, surtout parmi les immigrants provenant du Carchi, dont 22 % d'entre eux en font état. De même, le motif "éducation des enfants", augmente sensiblement parmi les immigrants provenant de la branche agricole, en fonction de leur âge à l'immigration, indication qu'une certaine partie de ces flux obéit à des stratégies de reproduction sociales imposées par les déficiences des infrastructures de services dans les zones rurales. Enfin sont apparus dans l'ensemble des motifs associés à ces flux d'immigration, en particulier parmi les immigrants du Carchi et du reste de l'Imbabura, des éléments d'appréciation se référant aux **avantages comparatifs des conditions de vie**, entre une ville moyenne comme Ibarra et Quito, qui favorisent le centre régional (coût de vie moindre, facilités d'accès au logement...) dans le choix du lieu d'immigration.

Un groupe particulier dans l'ensemble des immigrants, est constitué par les individus ayant effectué une étape migratoire à Quito, et qui représentent 15 % des chefs de ménage enquêtés (en excluant les natifs de la capitale du pays). **La durée moyenne de leur séjour à Quito s'établit à 7,9 ans** et semble s'être légèrement raccourcie au fil des périodes durant lesquelles s'est effectuée cette étape migratoire ; traduisant la réduction de cette durée dans les générations les plus récentes : de 13,6 ans dans les groupes d'âges supérieurs à 55 ans, à 7,4 et 6,9 ans respectivement parmi les 45-54 ans et les 40-44 ans. Parmi les natifs des deux provinces du nord (Ibarra exclu), qui représentent 71 % de ce groupe, peu d'entre eux (18 %) étaient passés par Ibarra, avant leur migration à Quito. Par contre, près des deux tiers des sortis de Quito avaient le centre régional, comme lieu de destination, le reste étant constitué quasi exclusivement de retours sur le lieu d'origine. Cette étape migratoire particulière transforme surtout des agriculteurs et des artisans (57 % des branches d'activité sur les lieux d'origine) en actifs de la branche services (41 % des branches sur les lieux de destination, après l'étape de Quito). C'est essentiellement à travers le déplacement vers Quito que s'opère cette transformation : le taux global de conservation des branches d'activité associé à cette migration est en effet très faible (34 %), mais conserve néanmoins les effectifs des branches industrie et construction ; alors que ce taux est deux fois plus élevé à la sortie de la capitale (68 %). Les changements de branche qui se réalisent au cours du séjour quitenien sont relativement faibles. Les taux de conservation de branche des sortants de Quito sont élevés dans les branches services (84 %) et construction (77 %), mais nettement plus faibles dans la branche industrie manufacturière (53 %).

B. Les itinéraires entamés dans l'agriculture

Constituant le groupe le plus important au sein de la population enquêtée, les individus ayant débuté leur vie active dans l'agriculture présentent des caractéristiques particulières. Ils sont nettement plus âgés (47,4 ans en moyenne, contre 40,9 ans dans le reste de l'échantillon), et beaucoup moins instruits (44,3 % ont au moins complété leur cycle d'études primaires, contre 67,8 % dans l'autre groupe). Ils sont en majeure partie, originaires de la province du Carchi, avec une **mobilité spatiale pré-professionnelle insignifiante** (tableau 38).

Plus des deux tiers (70,5 %) sont entrés en activité avant 1960, généralement comme salariés (76,9 %) dans de petites exploitations (62,2 % travaillaient dans des unités de taille inférieure à 5 individus).

TABLEAU 38
DISTRIBUTION DES LIEUX DE NAISSANCE ET DE PREMIERE ACTIVITE
DES ACTIFS D'ORIGINE AGRICOLE (*)

	Paroisse Ibarra	Reste de l'Imbabura	Carchi	Reste du pays	TOTAL
Lieu de naissance	4,4	31,9	56,2	7,5	100,0
Lieu à la première activité	4,9	de 33,7	54,4	7,0	résidence 100,0 (386)

(*) Niveau cantonal pour l'Imbabura et le Carchi, provincial pour le reste

Source : Enquête migrations-emplois à Ibarra, 1986

S'il est probable que le nombre moyen de migrations augmente dans les jeunes générations, le nombre moyen de branches d'activité s'est fortement accru, puisqu'il est déjà nettement supérieur dans les jeunes générations à ce qu'il est parmi les individus les plus âgés (tableau 39).

TABLEAU 39
NOMBRE MOYEN DE MIGRATIONS ET DE BRANCHES D'ACTIVITE, SELON L'AGE ACTUEL (N = 386)

	Age actuel		
	< à 42 ans	42-51 ans	> à 51 ans
Nombre moyen de migration	1,77	1,88	2,03
Nombre moyen de branches d'activité	2,32	2,13	2,00

Source : Enquête migrations-emplois à Ibarra, 1986

La partition opérée selon les différentes modalités de transformation de la vie de ce groupe (mobilité spatiale et/ou professionnelle), révèle des différences importantes dans la réalisation de celles-ci (tableau 40).

Bien que la nature de l'enquête implique une sur-représentation des transformations de type "mobilité spatiale et mobilité professionnelle" durant les années récentes, on remarque la forte augmentation, ces dernières années (1980-86), des déplacements conservant l'activité agricole sur le lieu de destination, et en particulier à Ibarra ; ce qui modifie profondément la tendance observée auparavant, qui se traduisait par un glissement, parmi les sortants de l'agriculture, d'un changement de branche sur le lieu d'origine, à une sortie de l'agriculture s'opérant conjointement à une migration.

TABLEAU 40
DISTRIBUTION DES MODES DE PREMIERE TRANSFORMATIONS DES ACTIFS D'ORIGINE AGRICOLE,
SELON LA PERIODE DE REALISATION.

	Période			
	1920-64	1965-69	1970-79	1980-86
Sortie de l'agriculture sur le même lieu	33,1	28,0	16,3	3,6
Changement de lieu, et conservation de l'activité agricole	32,6	28,0	19,6	33,9
Changement de lieu, et sortie de l'agriculture	34,3	44,0	64,1	58,9
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Enquête migrations-emplois à Ibarra, 1986

Ce "glissement" semble être surtout dû au **déclin des activités artisanales dans les aires rurales**, qui absorbaient une bonne partie des sortants de l'agriculture. La baisse de la capacité d'absorption des branches d'activité non agricoles dans les aires rurales, se produirait-elle également plus récemment dans les centres régionaux comme Ibarra, où l'activité de la branche industrie manufacturière stagne (entre 1974 et 82), et celle de la construction semble s'être fortement ralentie ? Ou s'agit-il d'une demande de travail croissante dans l'agriculture péri-urbaine ? Il ne semble pas que l'on puisse retenir cette dernière hypothèse, car une bonne partie de ces émigrants agricoles, sont ou deviennent, au moment de l'installation à Ibarra, de petits propriétaires terriens. Le renforcement récent de cette modalité de transformation (migration et conservation de l'activité agricole), est surtout dû aux plus vieux migrants (plus de 50 ans au moment de l'enquête), dont 43 % sont restés dans l'agriculture à la suite de leur déplacement. Les générations les plus jeunes (moins de 40 ans en 1986), associent au contraire plus fréquemment mobilité spatiale et changement de branche d'activité ; modalité qui augmente régulièrement dans les nouvelles générations.

Ces évolutions se reflètent également dans les durées d'exercice de la profession agricole sur le même lieu de résidence depuis l'âge d'entrée en activité (tableau 41). C'est dans les plus vieilles générations, et en particulier parmi les migrants restant dans l'agriculture, que l'on observe les durées les plus importantes (22 ans en moyenne).

C'est ce groupe qui, se mobilisant le plus tardivement, contribue à élever l'âge moyen à l'immigration à Ibarra. Mais c'est également dans celui-ci que l'on observe la plus forte réduction de la durée d'activité, conduisant à une homogénéisation des durées selon les "stratégies" adoptées par ces trois sous-ensembles.

Ibarra représente 40,9 % des destinations des migrants agricoles, et 67,9 % de celles des migrants sortants de l'agriculture, tandis que Quito ne capte que 10,7 % de ces derniers, malgré une attraction croissante dans les plus jeunes générations.

TABLEAU 41
DUREE MOYENNE D'ACTIVITE (EN ANNEES) DANS L'AGRICULTURE, SUR LE MEME LIEU DE RESIDENCE, PAR GROUPE D'AGES EN 1986, ET LA MODALITE DE TRANSFORMATION ULTERIEURE.

	Groupe d'âges en 1986 (en années)			ENSEMBLE
	20-39	40-49	50 et +	
Sortants de l'agriculture, non migrants	6,8	9,2	10,9	9,6
Migrants, restant dans l'agriculture	8,2	9,9	22,0	16,4
Migrants, sortant de l'agriculture	8,7	13,5	17,2	12,7
ENSEMBLE	8,3	11,5	17,3	13,1 (353)

Source : Enquête migrations-emplois à Ibarra, 1986

Ce premier mouvement migratoire, à partir du lieu d'entrée dans la vie active, se réalise à un âge beaucoup plus avancé parmi les migrants sortant de l'agriculture, quand la destination est Ibarra (autour de 30 ans pour les générations de plus de quarante ans, et à près de 25 ans pour les générations les plus jeunes), que pour les autres destinations (entre 21 et 24 ans selon les générations). On retrouve cette même caractéristique parmi les migrants agricoles, où les différences d'âges sont tout aussi importantes selon les destinations, parmi les individus de plus de quarante ans.

Les motifs apparents associés à ces modalités de transformation, indiquent que les sorties de l'agriculture sans déplacements (près des deux tiers d'entre elles eurent lieu avant 1965), sont en majeure partie dues aux insuffisances des revenus que procuraient les activités agricoles (tableau 42). **Il est probable que ce motif renvoie en partie à la nuptialité et à l'initiation du cycle procréatif des ménages de salariés agricoles, qui accroissent le rapport consommation/ressources de ces ménages.**

Le motif "chômage" apparaît assez important parmi les causes ayant entraîné une mobilité spatiale associée à une mobilité professionnelle ; surtout avant 1960, où ce motif représentait 26,9 % des causes de mobilité de ce groupe, avant de décliner constamment par la suite (14,4 % après 1970). La mobilité des migrants agricoles semble par contre beaucoup moins déterminée par des motifs d'ordre économique. Parmi les différentes périodes, on observe une sensible augmentation du motif "chômage" durant les années 65-69, où il atteint 20 % des causes de mobilité. On peut y voir l'une des conséquences, durant une courte période, de la réforme agraire entamée au début des années soixante ; qui, avec l'abolition du système "huasipungo", contribua à "libérer" la main d'oeuvre agricole. Il ne semble par ailleurs pas que l'on ait assisté récemment à une expansion du chômage dans cette branche d'activité, malgré les transformations subies par celle-ci durant les dix dernières années.

TABLEAU 42
MOTIF DES TRANSFORMATIONS INTERVENUES A PARTIR DE LA PREMIERE ACTIVITE (N = 374).

Modalité de transformation	Motif			TOTAL
	Insuffisance de revenus	Chômage	Autres	
Sortants de l'agriculture sans migration	73,3	10,0	16,7	100,0
Migrants agricoles	37,6	16,5	45,9	100,0
Migrants, sortant de l'agriculture	51,4	19,4	29,2	100,0

Source : Enquête migrations-emplois à Ibarra, 1986

TABLEAU 43
BRANCHE DE SECONDE ACTIVITE DES SORTANTS DE L'AGRICULTURE, PAR PERIODE DE CHANGEMENT D'ACTIVITE

Branches de seconde activité des sortants de l'agriculture	Périodes				TOTAL
	1920-59	1960-69	1970-79	1980-86	
Industrie	21,7	22,1	12,5	9,1	17,6
Construction	32,5	22,1	36,1	39,4	31,6
Commerce	13,3	20,6	8,3	6,1	12,9
Transports	3,6	14,7	16,7	18,2	12,1
Services	22,9	19,1	20,8	21,2	21,1
Autres	6,0	1,5	5,6	6,1	4,7
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0 (256)

Source : Enquête migrations-emplois à Ibarra, 1986

Jusqu'à la fin des années soixante, l'industrie manufacturière absorbait entre 20 et 25 % des sortants de la branche agricole, capacité équivalente à celle des services (autour de 21 %), mais nettement moindre que celle de la **construction, dont l'attraction** - hormis durant la décennie soixante - **n'a cessé d'augmenter pour atteindre près de 40 % des secondes branches d'activité durant la dernière période (1980-86)** (tableau 43).

La baisse de la capacité d'absorption de la branche industrie manufacturière depuis le début des années soixante-dix, s'exprime également par l'importance croissante des flux dirigés vers Ibarra au cours du temps, dans la structure des transformations. En effet, **les changements de branches d'activité qui s'opéraient sur le même lieu de résidence, importants jusqu'au début des années soixante dans les aires rurales, privilégiaient les reconversions dans l'industrie (37,8 % des reconversions sur place), et dans une moindre mesure, dans la construction et le commerce (tableau 44).**

Par contre, chez les migrants, dont le poids relatif a fortement augmenté à partir de la fin des années soixante, ce sont surtout les branches construction (34,2 %) et services qui les absorbent sur les lieux de destination. **La branche construction joue donc un rôle très important, surtout dans les aires urbaines pour absorber la main d'oeuvre d'origine agricole, fonction qu'avait la branche industrie dans les aires rurales jusqu'à la fin des années soixante.**

La distribution des branches de troisième activité (tableau 45), parmi les sortants de l'agriculture ayant changé une seconde fois de branche d'activité, fait apparaître un certain nombre de **retours à l'agriculture**, surtout parmi ceux qui s'étaient reconvertis sur place en abandonnant l'agriculture (près de 40 % d'entre eux retournent dans l'agriculture). Ces retours à l'agriculture sont en grande partie motivés par une situation de chômage (42 % des causes), et proviennent en grande partie de la branche services (44 % des sorties de cette branche constituent des retours dans la branche agricole)

TABLEAU 44
BRANCHE DE SECONDE ACTIVITE DES SORTANTS DE L'AGRICULTURE
SELON LE LIEU D'EXERCICE DE CELLE-CI

Branches d'activité	Lieux de la seconde activité			ENSEMBLE
	Non migrants	Migrants à Ibarra	vers d'autres lieux	
Industrie	37,8	10,5	15,1	17,5
Construction	23,2	34,2	24,5	31,7
Commerce	20,3	11,4	7,6	12,8
Transports	10,1	12,3	15,1	12,1
Services	5,8	23,7	34,0	21,2
Autres	2,8	7,9	3,8	4,7
ENSEMBLE	100,0 (69)	100,0 (114)	100,0 (53)	100,0 (236)

Source : Enquête migrations-emplois à Ibarra, 1986

TABLEAU 45
BRANCHE DE TROISIEME ACTIVITE PARMY LES SORTANTS DE L'AGRICULTURE
AYANT CHANGE UNE SECONDE FOIS DE BRANCHE D'ACTIVITE

Agriculture	Industrie	Construction	Transport	Services	Autres	TOTAL
24,1	11,5	11,5	20,7	19,5	12,6	100,0 (87)

Source : Enquête migrations-emplois à Ibarra, 1986

Ces retours à l'agriculture demeuraient très importants jusqu'au début des années soixante, quel que soit le numéro d'ordre de cette mobilité professionnelle ; puis ils se sont constamment réduits par la suite, avant de croître à nouveau au début des années quatre-vingts, renforçant les mouvements d'immigration agricole à Ibarra, que nous évoquions précédemment (tableau 46).

TABLEAU 46
PROPORTION DE RETOURS DANS L'AGRICULTURE, PAR PERIODE (N = 171)

AVANT 1960	1960-69	1970-79	1980-86
37,8	21,1	5,2	10,0

Source : Enquête migrations-emplois à Ibarra, 1986

Les soldes inter-branches de ces échanges, en ne tenant pas compte des retours dans l'agriculture, se font au détriment des branches industrie (- 42 %), et surtout construction (- 59 %), au profit des branches services et transports, les effectifs de cette dernière branche étant multipliés par trois au cours de ces échanges. **Ceci semble confirmer le rôle de "sas" que joue la branche construction dans les trajectoires professionnelles des sortants de l'agriculture.**

Les durées d'activité sont d'ailleurs nettement plus réduites en moyenne dans cette dernière branche (4,9 ans), que dans l'ensemble des branches de sortie (7,2 ans), et en particulier dans l'industrie manufacturière (7,9 ans).

Si l'on prend en compte les échanges inter-branches intervenant ultérieurement, qui se réduisent énormément à partir du second changement d'activité, on observe que **c'est la branche construction qui fournit, dans chaque période, les plus gros contingents de sortants des branches non agricoles (tableau 47) ; comme elle était également la principale branche d'accueil des sortants de l'agriculture.**

TABLEAU 47
PROPORTION DE SORTANTS DE CHAQUE BRANCHE NON AGRICOLE,
PAR PERIODE, QUEL QUE SOIT LE NUMERO D'ORDRE DE LA BRANCHE D'ACTIVITE.

Branche de sortie	Période				TOTAL
	1920-60	1960-69	1970-79	1980-86	
Industrie	18,2	24,1	30,6	18,2	23,3
Construction	30,3	24,1	33,3	31,8	30,0
Commerce	15,2	6,9	5,6	4,5	8,3
Transports	3,0	17,2	8,3	9,1	9,2
Services	27,3	20,7	16,7	22,7	21,7
Autres	6,1	6,9	5,6	13,6	7,5
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0 (120)

Source : Enquête migrations-emplois à Ibarra, 1986

TABLEAU 48
AGE MOYEN A L'IMMIGRATION A IBARRA DANS LA POPULATION D'ORIGINE AGRICOLE,
DISTRIBUTION DES BRANCHES D'ACTIVITE ANTERIEURES ET POSTERIEURES A L'IMMIGRATION,
DE LA BRANCHE D'ACTIVITE ACTUELLE, ET TAUX DE RETENTION DES BRANCHES D'ACTIVITE
A TRAVERS CETTE MIGRATION.

Branche	Age moyen	Branche d'activité			Taux de rétention
		Antérieure	Postérieure	Actuelle	
Agriculture	33,9	60,7	24,9	22,8	37,8
Industrie	37,7	7,8	10,3	9,6	70,8
Construction	36,1	10,5	23,4	20,8	67,6
Commerce	38,4	5,1	10,0	12,7	88,2
Transport	36,4	7,2	12,8	14,9	83,3
Services	33,8	8,4	14,6	15,5	72,0
Autres	38,0	0,3	4,0	3,7	...
ENSEMBLE	34,8	100,0	100,0	100,0 (321)	54,2

Source : Enquête migrations-emplois à Ibarra, 1986

C'est parmi les individus dont la première migration s'est accompagnée d'une sortie de l'agriculture, que l'on observe les transformations les plus rapides. Nettement plus jeunes (au moment de l'enquête) que ceux qui ont quitté l'agriculture, mais sont restés sur place, une partie d'entre eux a changé une seconde fois d'activité, en moyenne à 27 ans, tandis que dans ce second groupe, cette seconde éventualité se réalise en moyenne à 34 ans. **La mobilité spatiale semble donc, dans ce cas, accélérer la mobilité professionnelle.** Par contre, les durées de résidence les plus longues s'observent dans le sous-groupe conservant une activité agricole, mais migrant au moins deux fois : leurs durées moyennes de résidence dans leurs deux premiers lieux s'établissent respectivement à 12,1 et 13,2 ans.

Les âges moyens à l'immigration à Ibarra diffèrent peu selon les branches d'activité, pour l'ensemble des périodes d'arrivée, parmi les non natifs de la ville ayant une occupation avant ce déplacement (tableau 48).

La majeure partie des sorties de l'agriculture s'est réalisée avant l'immigration à Ibarra, bien que ce déplacement occasionne un nombre important de transferts vers d'autres branches d'activité, et notamment vers la branche construction qui bénéficie le plus de ces transferts, malgré un taux de rétention de ses propres actifs relativement plus faible. La branche construction représente la modalité privilégiée d'insertion des immigrants d'origine agricole en zone urbaine, comme l'industrie manufacturière l'était en zone rurale.

C. Les itinéraires entamés dans les branches non agricoles

TABLEAU 49
DISTRIBUTION DES LIEUX DE NAISSANCE
ET DE PREMIERE ACTIVITE DES ACTIFS D'ORIGINE NON AGRICOLE

Lieu de naissance		Lieu de résidence à la première activité	Proportion d'individus entamant leur vie active sur le même lieu (*)
Ibarra	17,4	33,2	87,5
Reste de l'Imbabura	28,6	20,9	54,5
Carchi	32,7	19,3	52,9
Quito		11,4	65,0
Reste du pays	21,3	15,2	66,0
ENSEMBLE	100,0	100,0	62,3

(*) niveau cantonal pour le Carchi et l'Imbabura, provincial pour le reste du pays

Source : Enquête migrations-emplois à Ibarra, 1986

Nettement plus jeunes en moyenne que les actifs d'origine agricole, les individus ayant débuté leur vie active dans les branches non agricoles, ont une origine urbaine assez prononcée, et renforcée par des migrations pré-professionnelles relativement importantes (tableau 49). Celles-ci affectent surtout les originaires des deux provinces du nord, dont près de la moitié ont effectué une migration avant leur entrée en activité. Les deux tiers des individus de ce groupe ont au moins complété leur cycle d'études primaires, expression de leur relative jeunesse et de leur citadinité. Près de la moitié d'entre eux (48 %) sont entrés en activité après 1965, à un âge sensiblement plus avancé que les actifs d'origine agricole (15 ans contre 12 ans en moyenne).

Leur mobilité spatiale apparaît plus importante que dans la population d'origine agricole, bien qu'elle puisse diminuer dans les plus jeunes générations. Inversement, le nombre moyen de branches d'activité de ce groupe, bien qu'élevé pour des actifs d'origine non agricole, est beaucoup moins important dans les jeunes générations, ce qui est probablement dû à l'importance croissante des salariés du secteur public dans les mouvements récents (tableau 50).

TABLEAU 50
NOMBRE MOYEN DE MIGRATIONS ET DE BRANCHES D'ACTIVITE, SELON L'AGE ACTUEL (N = 326)

	Age actuel		
	< à 42 ans	42-51 ans	> à 51 ans
Nombre moyen de :			
- migrations	1,76	2,36	2,13
- branches d'activité	1,91	2,22	2,17

Source : Enquête migrations-emplois à Ibarra, 1986

C'est ce qui explique en grande partie le renforcement, durant la période 1980-86, de la modalité de transformation associant mobilité spatiale et conservation de la branche d'activité, au détriment des reconversions réalisées sur le même lieu de résidence (tableau 51).

TABLEAU 51
DISTRIBUTION DES MODALITES DE PREMIERE TRANSFORMATION,
SELON LA PERIODE D'ENTREE EN ACTIVITE, DES ACTIFS D'ORIGINE NON AGRICOLE (N = 261).

	Période			
	1920-1959	1960-1969	1970-1979	1980-86
Changement de branches d'activité sur le même lieu de résidence	29,8	32,8	28,1	23,4
Migrants, conservant leur branche d'activité	33,3	31,1	35,4	42,6
Migrants, changeant de branche d'activité	36,8	36,1	36,5	34,0
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Enquête migrations-emplois à Ibarra, 1986

TABLEAU 52
BRANCHE DE PREMIERE ACTIVITE SELON LA PERIODE D'ENTREE EN ACTIVITE.

Branches	Période			TOTAL
	avant 1960	1960-69	1970-1986	
Industries	25,9	25,0	21,0	24,1
Construction	24,1	14,1	16,3	18,7
Commerce	13,8	9,8	5,8	10,2
Transports	7,8	12,0	14,0	10,9
Services	14,7	32,6	32,6	25,5
Autres	13,8	6,5	10,3	10,5
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0 (294)

Source : Enquête migrations-emplois à Ibarra, 1986

TABLEAU 53
BRANCHE DE PREMIERE ACTIVITE SELON LE LIEU DE RESIDENCE A L'ENTREE EN ACTIVITE

Branche	Lieux de résidence				TOTAL	(*) Branches seconde activité sortants agricole
	Ibarra	Reste Imbabura et Carchi	Quito	Reste pays		
Industrie	31,1	23,3	13,9	18,8	24,1	17,6
Construction	21,4	20,5	11,1	14,6	18,7	31,6
Commerce	6,8	14,0	13,9	6,3	10,2	12,9
Transports	8,7	8,4	22,2	12,5	10,9	12,1
Services	19,4	22,4	33,3	39,6	25,5	21,1
Autres	12,6	12,0	5,6	8,3	10,5	4,7
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0 (294)

(*) à titre de comparaison : branches de seconde activité des sortants de l'agriculture du tableau 43

Source : Enquête migrations-emplois à Ibarra, 1986

Jusqu'à la fin des années cinquante, ce sont les branches industries manufacturières et construction, principalement, qui absorbaient la main d'oeuvre entrant pour la première fois en activité.

Par la suite, durant les années soixante, on observe un déclin relatif des entrées dans la branche construction ; suivi d'une forte réduction de celles de la branche industrie manufacturière à partir de la fin des années soixante-dix ; compensées par une très forte croissance des entrées dans la branche services, qui absorbe environ le tiers des nouveaux actifs (Tableau 52).

Ces mutations dans la distribution des branches d'activité, qui s'opèrent autour des années soixante, traduisent en partie l'importance prise dès cette époque par les zones urbaines (Ibarra et Quito), comme lieu de première activité ; expression du déclin relatif de l'industrie et de la construction au profit des transports et surtout des services, activités généralement mieux implantées en milieu urbain.

Cependant, la décomposition des premières branches d'activité selon les lieux de résidence, montre que c'est surtout à Ibarra que la branche industrie manufacturière jouait un rôle important dans l'absorption des entrants en activité, tandis qu'à Quito, ce sont surtout les branches services et transports qui permettaient l'insertion économique de cette main d'oeuvre supplémentaire (tableau 53).

La comparaison de la structure des premières branches d'activité, avec celle des secondes branches d'activité des sortants de l'agriculture, qui se sont réalisées en moyenne à quatre ans d'intervalle (respectivement 1959 et 1963), et dans des ensembles géographiques relativement équivalents (45 % et 51 % respectivement ont lieu dans l'ensemble Ibarra + Quito), indiquent que ce sont surtout les branches industries manufacturières et construction qui différencient ces deux groupes. Les actifs d'origine non agricole entament leur vie active beaucoup plus fréquemment dans l'industrie, tandis qu'au même moment pratiquement, les sortants de l'agriculture sont eux, fortement "attirés" par la branche construction. Cependant, au cours du temps, les nouveaux actifs délaissent la construction, le commerce et l'industrie, au profit des transports et surtout des services ; au contraire des sortants de l'agriculture, dont les transferts vers la construction et les transports sont progressivement renforcés au détriment des branches industries manufacturières et commerce (tableau 54).

Jusqu'à la fin des années cinquante, les entrées dans la branche agricole, à partir d'une activité préalable dans les autres branches, étaient assez fréquentes, représentant près d'un tiers des transferts inter-branches qui se réalisaient (tableau 55).

A partir du début des années soixante-dix, les entrées dans l'agriculture deviennent insignifiantes, tandis que les services et la construction absorbent environ la moitié de ces transferts inter-branches. Cependant, si ces deux dernières branches apparaissent fort attractives, elles expulsent également de nombreux actifs, car, globalement, leurs soldes sont quasiment nuls ; et agriculture exclue, c'est essentiellement la branche transport qui bénéficie de ces échanges, au détriment du groupe "diverses autres branches".

Les durées moyennes d'exercice de la première activité sur le même lieu de résidence, sont nettement plus faibles que dans l'agriculture (tableau 56), bien qu'il y ait de ce point de vue, une tendance à l'homogénéisation. Ces durées présentent peu de dispersion selon les branches d'activité.

TABLEAU 54
DISTRIBUTION DES BRANCHES D'ACTIVITE DES SORTANTS DE L'AGRICULTURE
ET DES NOUVEAUX ACTIFS PAR PERIODE

Période	Branche d'activité						TOTAL
	Industrie	Construction	Commerce	Transports	Services	Autres	
Avant 1960							
1ère activité non agricole	25,9	24,1	13,8	7,8	14,7	13,7	100,0
Sortants de l'agriculture	21,7	32,5	13,3	3,6	22,9	6,0	100,0
1970-1986							
1ère activité non agricole	21,0	16,3	5,8	14	32,6	10,3	100,0
Sortants de l'agriculture	11,0	37,5	7,0	17,0	21,0	6,5	100,0

Source : Enquête migrations-emplois à Ibarra, 1986

TABLEAU 55
BRANCHE DE SECONDE ACTIVITE DES INDIVIDUS AYANT DEBUTE LEUR VIE ACTIVE
DANS DES BRANCHES D'ACTIVITE NON AGRICOLES, PAR PERIODE DE CHANGEMENT DE BRANCHE

Branche	Période				ENSEMBLE
	avant 1960	1960-69	1970-79	1980-86	
Agriculture	31,4	12,5	3,6	3,8	12,1
Industrie	17,1	25,0	19,6	11,5	19,1
Construction	14,3	10,0	10,7	30,8	14,6
Commerce	17,1	15,0	7,1	7,7	11,5
Transports	2,9	17,5	16,1	11,5	12,7
Services	11,4	17,5	35,7	26,9	24,2
Autres	5,7	2,5	7,1	7,7	5,7
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0 (157)

Source : Enquête migrations-emplois à Ibarra, 1986

TABLEAU 56
DUREE MOYENNE (EN ANNEES) DANS LA PREMIERE ACTIVITE,
SUR LE MEME LIEU DE RESIDENCE, SELON L'AGE AU MOMENT DE L'ENQUETE

	Age au moment de l'enquête			ENSEMBLE
	< à 40 ans	40-49 ans	> à 49 ans	
Durée moyenne	6,3	9,0	13,4	8,6

Source : Enquête migrations-emplois à Ibarra, 1986

Comme dans le cas des actifs d'origine agricole, les changements de branche d'activité sur le même lieu de résidence, sont largement motivés par la recherche de revenus plus élevés, motif par contre sensiblement moins important pour les autres types de transformation (migration et conservation de la branche d'activité, migration et changement de branche d'activité). Ce motif est surtout invoqué par les sortants des branches industrie et construction, et apparaît nettement moins important parmi les sortants de la branche services (tableau 57). Par contre, le motif "chômage" n'a pas l'importance qu'il avait parmi les actifs d'origine agricole.

Les changements de branche qui s'opèrent par la suite (second changement de branche d'activité) se réalisent essentiellement de l'agriculture et de l'industrie vers les services et les transports ; les effectifs des autres branches restant quasiment stables dans ces échanges.

TABLEAU 57
MOTIF DES TRANSFORMATIONS INTERVENUES A PARTIR DE LA PREMIERE ACTIVITE (N = 261)

Modalités de transformations	Revenus insuffisants	Motif		TOTAL
		Chômage	Autres	
Changement de branche, même lieu de résidence	64,5	9,2	26,3	100,0
Migration et conservation de la branche d'activité	39,1	10,9	50,0	100,0
Migration et changement de branche	44,4	12,2	43,4	100,0

Source : Enquête migrations-emplois à Ibarra, 1986

4. Pères et fils : de l'agriculture à la construction et aux services.

Bien que les informations recueillies sur les parents et les frères et soeurs des couples centraux des ménages soient très succinctes, elles permettent d'évoquer le thème de la mobilité inter-générationnelle. Près de 60 % des pères¹⁷ des chefs de ménage masculins ont une occupation dans la branche agricole (contre 13,9 % de ces derniers) au moment de l'enquête. Cette proportion s'élève à 74,7 % parmi les pères résidant dans le Carchi et le reste de la province d'Imbabura, mais est relativement faible parmi ceux qui résident à Ibarra (20,9 %), qui représentent un tiers des lieux de résidence actuels des pères.

La distribution des lieux de résidence actuels des frères (2 025 individus) du couple central des ménages, montre l'attraction relativement forte d'Ibarra (35,2 %) et de Quito (18,2 %) sur ceux-ci. Contrairement à leurs pères, dont près de la moitié (49 %) résident dans le reste de la province de l'Imbabura et dans le Carchi, ils ne sont qu'un tiers dans ce cas, traduisant bien l'orientation extra-régionale progressive des flux migratoires de l'ensemble des deux provinces nord-andines.

L'inertie dans la reproduction sociale des familles paysannes reste toutefois relativement forte (tableau 58). Parmi les frères - fils d'agriculteurs - 40,2 % ont la même activité que leurs pères au moment de l'enquête, mais la majorité d'entre eux ont débuté leur vie active dans cette branche (en 1986, 52,4 % des frères de moins de 20 ans s'y emploient), avant de changer progressivement de branche d'activités, car il ne s'en trouve plus que 30,5 % à occuper des emplois agricoles dans la tranche d'âges 25-35 ans au moment de l'enquête.

TABLEAU 58
PROFESSIONS DES FRERES DES COUPLES CENTRAUX DES MENAGES ENQUETES,
SELON L'OCCUPATION DU PERE

Profession des frères(*)	Occupation des pères	
	Agriculteur	Autres
Agriculteur	40,2	11,4
Commerçant	7,0	3,7
Chauffeur	8,5	11,6
Maçon	6,5	9,9
Autres	37,8	63,4
TOTAL	100,0(884)	100,0(704)

(*) L'information collectée dans ce module de l'enquête était beaucoup moins précise que dans le cas des biographies, et ne permet donc pas une traduction en termes de branches d'activité.

Source : Enquête migrations-emplois à Ibarra, 1986

(17) Dernière occupation, dans le cas où le père est décédé.

Cette désaffectation croissante des fils d'agriculteurs pour cette activité varie sensiblement selon la catégorie d'occupation des pères, dans cette branche. On enregistre en effet beaucoup plus de fils de salariés agricoles dans l'agriculture (24,1 %) et dans la construction (24,1 %)¹⁸, que de fils d'exploitants agricoles, dont seulement 14,5 % et 13 % respectivement s'emploient dans ces deux branches. Les fils de salariés agricoles sont par ailleurs nettement moins représentés parmi les non salariés (20,3 %), que les enfants d'exploitants agricoles (33,2 %), en particulier dans l'agriculture, bien que leur accession au statut d'exploitant agricole apparaisse non négligeable (26,3 % contre 48,3 % parmi les fils d'exploitants).

Les frères des chefs de ménage appartenant à la branche agricole, sont en majorité des exploitants (70 %), comme leurs pères (76 %) ; leur accession à cette catégorie d'emploi se réalisant assez tardivement (essentiellement après 30 ans), généralement à travers la parcellisation des terres parentales.

5. Les activités féminines

Entre 1974 et 1982, l'extension de la scolarisation a réduit la participation féminine aux activités jusqu'à 25 ans. Après cet âge, les taux d'activité se sont élevés pour atteindre leur maximum entre 25 et 30 ans (34,4 %), et restent supérieurs à 25 % jusqu'à 55 ans. Les immigrantes de la paroisse Ibarra représentent la moitié (50,5 %) de la population féminine occupée, proportion quasiment stable à partir de 25 ans, mais sensiblement supérieure à cette moyenne avant 20 ans.

La concentration des activités féminines est très élevée globalement : 80,6 % de celles-ci s'inscrivent dans les branches commerce et surtout services (tableau 59). Les immigrantes sont particulièrement sur-représentées dans les activités de la branche services, par rapport aux natives de la paroisse (57,1 % contre 48 % parmi ces dernières), caractéristique que l'on retrouve généralement dans les populations d'immigrées en zones urbaines.

Les distributions des deux branches principales d'activité par groupes d'âges, ont cependant la même allure dans les deux sous-populations (immigrantes et natives), traduisant l'importance croissante prise par la branche commerce avec l'âge, contrairement à ce qui se passe dans les services, dont l'importance décroît quasi continuellement, tout au moins dans le groupe d'immigrantes (graphique 4). La croissance observée des activités de services parmi les non migrantes entre les groupes d'âges 15-19 ans et 35-39 ans est due à leur insertion progressive dans le secteur public. On note en effet une nette prépondérance des natives d'Ibarra parmi les salariées du secteur public, alors que les immigrantes sont plus fortement concentrées dans la catégorie "salariées du secteur privé", et particulièrement dans le sous-groupe "personnel domestique", qui représente 34,2 % des emplois de celles-ci dans la branche services (contre 19,8 % dans la population native)¹⁹.

Ce sous-groupe d'occupation "personnel domestique" constitue, pour les immigrantes, la modalité la plus importante d'insertion dans la vie active urbaine : avant 20 ans, les trois quarts des immigrantes sont employées dans la branche services, en majeure partie (64,7 %) dans le sous-groupe "personnel domestique" (ces proportions ne s'élèvent respectivement qu'à 38,1 % et 24,8 % chez les natives du même groupe d'âges).

(18) Ces données se réfèrent aux chefs de ménage enquêtés.

(19) Selon le recensement 1982.

Graphique 4 : Distribution des femmes actives (en %) de la paroisse d'Ibarra dans chaque groupe d'âges par branche d'activité et lieu de résidence antérieure

Immigrantes :
Non migrantes :

S : services
C : commerce

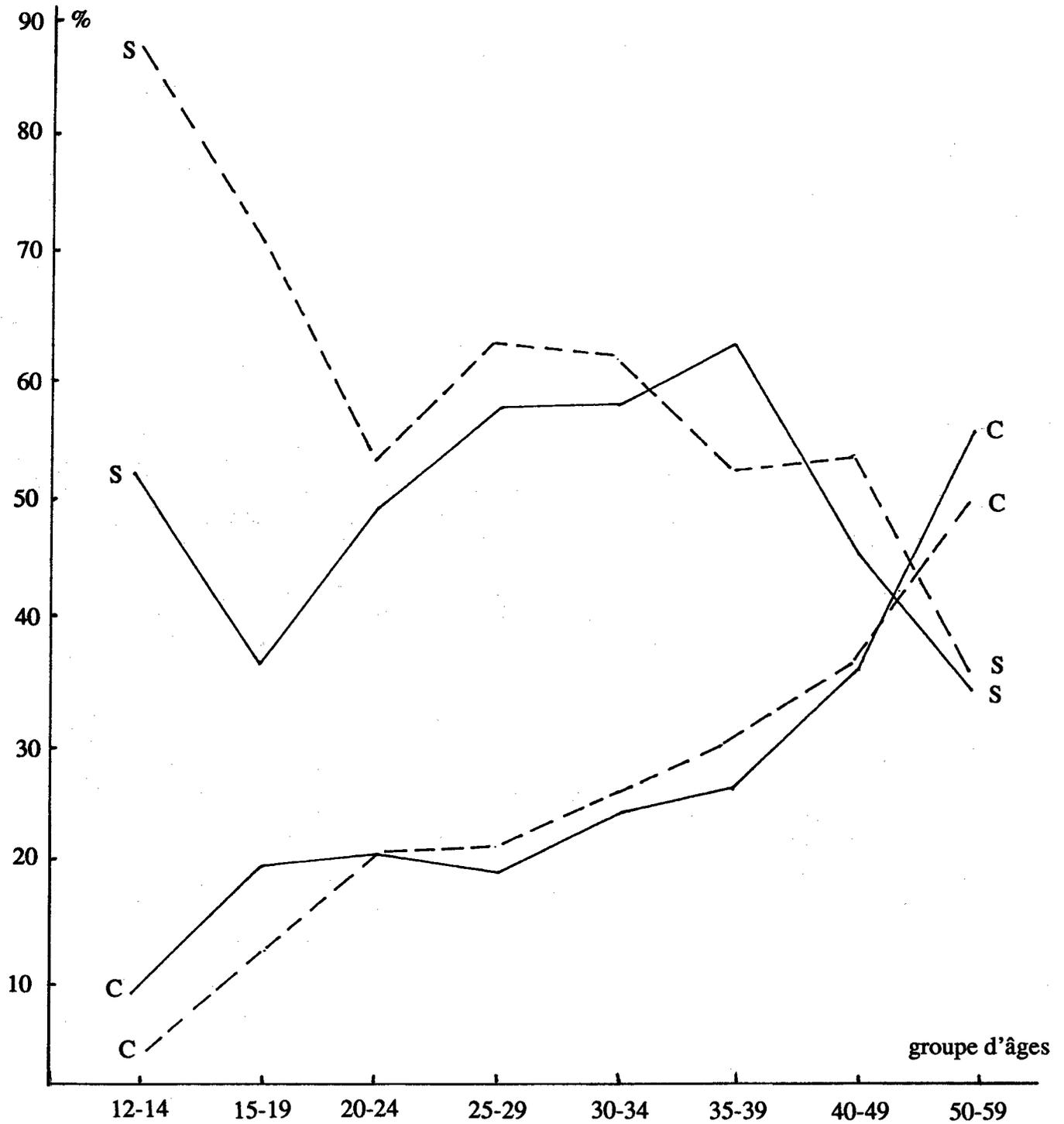


TABLEAU 59
DISTRIBUTION DE LA POPULATION ACTIVE FEMININE DE LA PAROISSE IBARRA,
PAR BRANCHE D'ACTIVITES EN 1982, SELON LE LIEU DE RESIDENCE ANTERIEURE

Lieu de résidence antérieure	Branche d'activité				TOTAL
	Industrie	Commerce	Service	Autre	
Non migrantes	16,2	28,6	48,0	7,2	100,0 (2150)
Immigrantes (total)	11,4	27,3	57,1	4,2	100,0 (2248)
- reste de l'Imbabura	12,3	23,9	60,2	3,6	100,0 (714)
- Carchi	15,1	25,0	57,8	2,1	100,0 (609)
- reste du pays	8,6	31,4	53,7	6,3	100,0 (774)
- extérieur	6,6	31,1	56,3	6,0	100,0 (151)

Source : Recensement 1982, INEC, calculs propres

Les informations recueillies sur les épouses et les filles des chefs de ménage enquêtés en 1986, indiquent une forte croissance, durant les années récentes (1982-86), des activités de la branche commerce, au détriment de celles des services, dans un contexte de légère baisse des taux d'activité. Les distributions relatives aux soeurs des chefs de ménage et de leurs épouses résidentes à Ibarra (760 individus de 10 ans et plus), présentent les mêmes caractéristiques globales que celles des épouses et des filles : une forte concentration dans la branche commerce (40,5 % contre 41,1 % pour les épouses et les filles), et dans les services, dont 17,4 % des soeurs et 16,5 % des épouses et des filles appartiennent au sous groupe "employées domestiques".

IV

L'EMIGRATION HORS DES DEUX PROVINCES NORD-ANDINES

L'enquête migrations-emplois a permis d'obtenir des informations sur 257 émigrants d'Ibarra, au sein des ménages enquêtés dans le quartier de Guayaquil de Alpachaca. Contrairement aux flux d'immigration dans lesquels l'élément féminin est majoritaire, les flux de sortie d'Ibarra se caractérisent par une légère prépondérance masculine (52,5 %).

La structure des directions de ces flux fait apparaître une forte concentration des déplacements féminins vers Quito, qui capte 66,7 % de ceux-ci, tandis que les sorties masculines sont nettement plus dispersées, la capitale du pays ne représentant que 46,3 % des lieux de destination de ces émigrants. Globalement, la province du Pichincha (dont Quito est également la capitale provinciale), capte 61,8 % des flux de sortie d'Ibarra, alors qu'en 1982, selon le recensement, cet indice s'établissait à 71,8 % pour l'ensemble des chefs-lieux de canton de la province d'Imbabura. On ne peut cependant conclure à une réorientation récente de ces flux, car on n'observe pas de changements notables dans la structure des flux, parmi les départs annuels relevés par l'enquête entre 1981 et 1986.

Nous nous intéresserons ici uniquement aux déplacements vers la capitale du pays.

Les motifs d'émigration qui apparaissent dans le tableau 60 se réfèrent aux enfants des couples centraux des ménages enquêtés, qui représentent 91,8 % des émigrants.

TABLEAU 60
MOTIF D'EMIGRATION DES ENFANTS DES MENAGES ENQUETES

Motif	Hommes (*)	Femmes (*)
Etudes	18,8 (0,81)	20,8 (0,91)
Familial (mariage)	22,3 (0,32)	50,0 (0,58)
Chômage	13,4 (0,53)	10,3 (0,77)
Revenus insuffisants	22,3 (0,48)	10,3 (0,54)
Volonté de promotion socio-professionnelle	17,0 (0,37)	8,6
Autres	6,3	
TOTAL	100,0 (112)	100,0 (106)

(*) Poids de la direction "Quito" pour chaque motif

Source : Enquête migrations-emplois à Ibarra, 1986

Dans la population féminine, les motifs "études" et surtout "familial" (qui recouvre essentiellement des migrations par mariage) apparaissent comme les facteurs déterminants de la mobilité. Quito est la destination de 86 % des individus (ensemble des deux sexes) migrant pour des motifs scolaires, mais ne semble pas exercer une attraction particulière parmi les migrants invoquant des motifs d'ordre économique (chômage ou recherche de revenus supérieurs).

Les femmes émigrent plus précocement que les hommes, près de la moitié (47,7 %) d'entre elles ayant quitté Ibarra avant 20 ans. Le caractère juvénile de ces flux apparaît également dans le recensement de 1982, où l'on observe que 41,9 % des immigrants et 46,2 % des immigrantes ayant une durée de résidence inférieure à un an à Quito, avaient moins de vingt ans.

La réexploitation du recensement de la paroisse de Quito¹, concernant la sous-population d'immigrants des deux provinces nord-andines (62 437 individus), fut réalisée en distinguant deux sous-ensembles : d'une part les immigrants provenant de la paroisse d'Ibarra (25,7 % de l'ensemble), et d'autre part les immigrants provenant du reste de la province d'Imbabura et de celle du Carchi (74,3 %), qui forment un groupe relativement homogène. Les pyramides par âge et sexe de ces sous-groupes ont la même forme, caractérisée par la sur-représentation des groupes d'âges entre 15 et 35 ans, et un déséquilibre des sexes - nettement plus accentué pour les immigrants provenant d'Ibarra - expression de la prédominance des flux féminins à destination des aires urbaines.

La décomposition des flux provenant de la paroisse d'Ibarra, indique que **le centre régional expulse nettement plus ses natifs que ses immigrants, qui d'une certaine façon "remplaceraient" les natifs émigrants** : les taux d'émigration des natifs d'Ibarra vers Quito s'élèvent en effet à 26,3 % pour le sexe masculin et à 30,4 % pour le sexe féminin, alors qu'ils s'établissent respectivement à 11,7 % et 12 % parmi les non natifs. Parmi les individus nés dans les deux provinces du Nord (Ibarra exclu) et recensés à Quito, seulement 4,1 % avaient Ibarra comme dernier lieu de résidence. **Le centre urbain régional ne paraît donc pas jouer le rôle d'étape migratoire dans la mobilité spatiale.**

1. Les activités masculines

Selon les données de l'enquête, la moitié des émigrants d'Ibarra ayant une occupation avant d'effectuer leur déplacement (94 cas), proviennent des branches agriculture (24,5 %) et construction (25,5 %). Les transferts inter-branches qui se réalisent à travers cette mobilité, indiquent une nette déconcentration des activités qui semble toutefois plus profiter aux professions de la sous-branche "service public", dont une fraction importante est composée de policiers et de militaires. La répartition actuelle (1986) des activités de ces émigrants (105 cas, après incorporation d'ex-étudiants et de chômeurs), montre en effet que la branche construction (12,4 %) comme la branche agricole, perdent des effectifs au bout d'un certain temps de séjour à Quito.

Si l'on associe les motifs invoqués pour émigrer aux branches d'activité, on remarque que le motif "volonté de promotion socio-professionnelle" est fortement lié aux individus issus de la branche agricole, où ils appartenaient le plus souvent au sous-groupe "journalier", et qui sont fréquemment devenus, au bout de quelques années passées à Quito, des salariés du secteur public (en particulier des policiers et des militaires). Par contre le motif "revenus insuffisants", redistribue peu les branches d'activité entre Ibarra et les différents lieux de destination, et ne semble pas corrélé avec une branche d'activité particulière à Ibarra.

L'information relative aux frères des couples centraux des ménages enquêtés, résidant à Quito (368 individus), recoupe celle obtenue sur les fils émigrés, à savoir une forte attraction exercée par les emplois du secteur public, et à un moindre degré par les branches construction et transports qui emploient ensemble (avec des effectifs sensiblement équivalents dans chacune d'entre elles) près du quart de cette population.

Dans le recensement de 1982, les taux d'activité ne se différencient guère entre les deux groupes d'immigrants à Quito (provenant d'Ibarra et du reste des deux provinces nordiques), et sont semblables à ceux de l'ensemble de la population quiténienne après 20 ans. Par contre ils sont beaucoup plus élevés dans le groupe d'âges 15-19 ans : 44,1 % parmi les immigrants d'Ibarra et 51,8 % parmi les autres, alors qu'il n'atteint que 32,1 % dans la population de Quito ; ce qui reflète en bonne partie les déplacements associés à la période de conscription.

(1) La ville de Quito représente 97,3 % de la population de la paroisse.

La structure des branches d'activité est restée stable durant la dernière période intercensitaire (1974-1982) dans la population active quiténienne (tableau 61). Les distributions des actifs des deux groupes d'immigrants, qui représentent ensemble près de 10 % de la population active de la capitale, s'en écartent peu.

TABLEAU 61
DISTRIBUTION DES BRANCHES D'ACTIVITE MASCULINES
SELON LE LIEU DE DERNIERE RESIDENCE AU RECENSEMENT 1982 A QUITO

Branche d'activité	Lieu de résidence antérieure			
	Paroisse Ibarra	Reste Imbabura et Carchi	Population active de Quito, 1982	Population active de Quito, 1974
Industries	19,1	23,8	22,1	21,3
Construction	12,6	16,7	14,0	15,8
Commerce	13,7	11,9	14,8	13,8
Transports	7,8	7,7	7,3	6,8
Services	36,9	31,6	32,5	33,8
Autres	9,9	8,3	9,3	8,5
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0

Sources : Recensements 1974 et 1982, INEC, calculs propres

TABLEAU 62
DISTRIBUTION DES CATEGORIES D'OCCUPATION
SELON LE LIEU DE RESIDENCE ANTERIEURE AU RECENSEMENT 1982

Lieu de résidence antérieure	Catégorie d'occupation					
	Patron	Compte propre	Salarié public privé		Autres	TOTAL
Paroisse Ibarra	5,2	17,0	31,4	45,9	0,4	100,0
Reste des deux provinces	4,0	16,1	26,7	52,5	0,7	100,0
Ensemble des actifs de Quito	5,9	19,1	25,3	47,1	2,6	100,0

Source : Recensement 1982, INEC, calculs propres

Tout au plus note-t-on une légère sur-représentation des immigrants provenant d'Ibarra dans la branche services, tandis que les autres immigrants sont plus fréquemment employés dans les branches industries manufacturières et construction. Ces distributions se reflètent dans les répartitions par catégories d'occupation, dans lesquelles on relève une forte présence des immigrants d'Ibarra parmi les salariés du secteur public (tableau 62), qui représentent 68 % des effectifs de la branche services, alors que les originaires du reste des deux provinces sont en majorité employés dans le secteur privé.

Les relations entre groupes d'âges et branches d'activité démontrent l'importance des branches industries, et surtout construction, dans l'absorption des immigrants les plus jeunes (âgés de moins de vingt ans), lors de leur insertion dans l'économie quiténienne. Plus du tiers des nouveaux immigrants (non conscrits, arrivés en 1981-1982) de moins de vingt ans s'emploient en effet dans la branche construction durant leur première année de vie active à Quito. Les immigrants plus âgés s'insèrent eux plus "directement" dans la branche services (tableau 63), et en particulier dans la sous-branche "services personnels et des logements", qui représente 44,5 % de l'ensemble des services parmi les nouveaux immigrants âgés de 25 à 50 ans.

Les itinéraires professionnels qui se dessinent à travers les distributions de branches d'activité, selon la durée de présence à Quito, révèlent des transferts importants, à partir surtout de la branche construction, vers les branches industries, transports et services.

TABLEAU 63
BRANCHE D'ACTIVITE DES IMMIGRANTS DE L'ENSEMBLE DES DEUX PROVINCES NORDIQUES,
RESIDANT DEPUIS MOINS D'UN AN A QUITO, SELON L'AGE EN 1982

Groupe d'âges	Branche d'activité				TOTAL
	Industrie	Construction	Services (*)	Autres	
10-14	22,0	36,0	30,0	12,0	100,0 (50)
15-19	29,8	36,4	14,8	19,0	100,0 (305)
20-24	23,0	22,3	27,0	27,7	100,0 (556)
25-29	27,3	18,0	38,7	16,1	100,0 (466)
30-34	26,1	15,8	43,5	14,6	100,0 (303)
35-39	13,5	16,8	46,4	23,3	100,0 (185)
40-49	15,8	20,5	46,3	17,3	100,0 (190)
50 ou +	24,6	19,1	33,9	22,4	100,0 (183)

(*) conscrits exclus

Source : Recensement 1982, INEC, calculs propres

Sous l'hypothèse de comportements constants en matière de trajectoires professionnelles entre les différentes générations, on peut estimer à près du quart des effectifs, le nombre d'actifs âgés de 15 à 24 ans lors de leur arrivée à Quito et employés alors dans la branche construction, qui l'auraient quitté quatre ans plus tard, au profit des autres branches (tableau 64).

Comme dans le cas des migrations pendulaires, la branche construction assume donc une fonction très importante dans l'absorption des jeunes immigrants, qui y trouvent une modalité d'insertion rapide, avant de rechercher une occupation plus stable et mieux rémunérée, d'abord dans la branche industries manufacturières, qu'ils paraissent par la suite délaisser en partie, au profit principalement de la branche services. Cette dernière joue également un rôle non négligeable dans l'absorption directe des immigrants plus âgés, qui s'insèrent surtout dans des activités de services personnels (soins et services aux personnes, réparations...) avant de rechercher, pour une bonne partie d'entre eux, des emplois dans l'administration² et dans d'autres branches comme les transports.

TABLEAU 64
ITINERAIRES INTER-BRANCHES D'UN GROUPE DE GENERATIONS FICTIVES,
AGEES DE 15 A 24 ANS LORS DE LEUR ARRIVEE A QUITO, SELON LA DUREE DE RESIDENCE
DANS LA CAPITALE

Branche d'activité	Durée de résidence		
	0 an	1-4 ans	5-9 ans
Industrie	24,3	35,4	27,5
Construction	26,1	19,2	16,4
Services	21,6	22,8	29,4
Autres	28,0	22,6	26,7
TOTAL	100,0	100,0	100,0

Source : estimation réalisée à partir du recensement 1982, consistant surtout à réaffecter les conscrits entre les diverses branches et sous-branches d'activité.

2. Les activités féminines

Selon le recensement 1982, les taux d'activité féminine sont plus élevés dans la capitale qu'à Ibarra, aussi bien parmi les natives que parmi les immigrantes. A Quito, ces dernières s'incorporent nettement plus dans les activités que les natives, surtout avant 20 ans, où les taux d'activité s'élèvent à 39,8 % parmi les immigrantes provenant des deux provinces du Nord, contre 26,3 % dans l'ensemble de la population féminine de la capitale (tableau 65).

(2) Une enquête récente, réalisée à Quito sur un échantillon de 635 individus, montre que l'attrait des emplois urbains serait au moins autant déterminé par les possibilités d'accès au système de prestations sociales (qu'offrent l'administration et le secteur moderne de l'économie), que par celles d'accroître les rémunérations. "Inmigracion en Quito y Guayaquil", CEPAR, Quito, 1985.

On observe globalement, comme dans le cas d'Ibarra, une forte concentration des immigrantes dans la branche services, qui regroupe 63,2 % des actives de ce groupe (51,9 % pour l'ensemble des actives de la capitale). Elle y est nettement plus accentuée que dans la capitale régionale, où les activités de la branche commerce sont plus importantes dans la structure des emplois.

Les distributions internes à la branche services différencient nettement les immigrantes selon leur lieu de résidence antérieure (tableau 66). Les femmes originaires de la paroisse Ibarra sont beaucoup moins nombreuses, relativement, dans la sous-branche "services domestiques" (29,5 % des emplois), que les femmes provenant du reste de l'Imbabura et du Carchi (que nous considérons en quasi totalité issues de zones rurales), dont 40,4 % appartiennent à cette sous-branche. Celle-ci représente la moitié des activités de la branche services dans le premier groupe d'immigrantes, et près des deux tiers dans l'autre. Avant 20 ans, c'est la sous branche "services domestiques" qui assure l'essentiel (plus de 80 %) des emplois des immigrantes de ces deux provinces.

Comme à Ibarra, les activités de la branche commerce augmentent régulièrement avec l'âge, jusqu'à représenter près du tiers des emplois au delà de 50 ans, avec cependant une proportion de salariées nettement plus importante qu'à Ibarra, où ces activités relèvent surtout de l'auto-emploi. Dans ce groupe d'activités les deux sous-ensembles d'immigrantes se distinguent encore selon la catégorie d'occupation, qui est beaucoup plus fréquemment salariée parmi les femmes provenant d'Ibarra.

TABLEAU 65
TAUX D'ACTIVITE FEMININS PAR GROUPES D'AGES A QUITO EN 1982,
SELON LE LIEU DE RESIDENCE ANTERIEURE

Groupe d'âges	Lieu de résidence antérieure			
	Paroisse Ibarra	Reste des deux provinces du Nord	Ensemble Quito	Ensemble Ibarra
12-14	14,3	18,5		5,0
15-19	36,3	40,8	26,3	13,7
20-24	39,5	36,4	38,3	28,9
25-29	44,0	42,9	37,6	34,4
30-34	44,0	42,5	42,8	32,1
35-39	42,8	38,5	40,6	31,6
40-44	38,5	36,5	37,5	27,5
45-49	35,5	32,3	34,1	
50 ou +	20,8	18,6		

Source : Recensement 1982, INEC, calculs propres

Dans la branche industries manufacturières, la proportion d'immigrantes salariées (pratiquement identique dans les deux sous-populations) s'établit à 70 %, proportion nettement plus importante que dans la population d'immigrantes à Ibarra, parmi lesquelles domine l'activité textile artisanale.

Comme dans la population masculine, les immigrantes issues du centre urbain régional (Ibarra), sont relativement plus nombreuses dans le secteur public (24,3 %), que celles provenant des aires rurales (19,5 %).

TABLEAU 66
DISTRIBUTION DE LA POPULATION D'IMMIGRANTES ACTIVES A QUITO, PAR GROUPE D'AGES ET
BRANCHE D'ACTIVITE, SELON LE LIEU DE RESIDENCE ANTERIEURE, AU RECENSEMENT 1982

<i>Résidence antérieure : paroisse Ibarra</i>						
Groupe d'âges	Branche d'activité					TOTAL
	Industrie	Commerce	Services domestiques	autres	Autres	
10-14	5,0	5,0	90,0	0,0	0,0	100,0
15-19	10,4	6,3	76,3	3,7	3,3	100,0
20-24	13,6	16,2	28,7	29,3	12,3	100,0
25-29	14,2	20,3	16,7	34,1	14,6	100,0
30-34	14,7	16,4	18,1	37,4	13,3	100,0
35-39	13,7	18,7	13,7	41,1	12,9	100,0
40-44	14,0	19,2	18,6	38,4	9,9	100,0
45-49	9,9	26,5	19,2	35,8	8,6	100,0
50 ou +	12,8	29,2	27,1	21,2	9,8	100,0
TOTAL	13,8	18,2	29,5	28,4	10,1	100,0 (2566)

<i>Résidence antérieure : reste de l'Imbabura et Carchi</i>						
Groupe d'âges	Branche d'activité					TOTAL
	Industrie	Commerce	Services domestiques	autres	Autres	
10-14	1,2	3,5	92,5	2,0	0,7	100,0
15-19	7,5	5,7	81,9	2,6	2,2	100,0
20-24	17,7	13,4	45,6	15,1	8,2	100,0
25-29	16,9	15,2	25,5	34,1	8,3	100,0
30-34	16,2	16,9	24,0	35,2	7,7	100,0
35-39	15,5	20,6	22,3	31,7	9,9	100,0
40-44	17,4	24,0	18,0	33,7	6,8	100,0
45-49	12,5	29,2	27,1	27,4	4,0	100,0
50 ou +	12,0	32,5	27,3	23,2	5,0	100,0
TOTAL	14,0	16,7	40,4	22,5	6,4	100,0 (6986)

Source : Recensement 1982, INEC, calculs propres

La relation observée entre âge et branche d'activité est renforcée si l'on analyse la structure des activités par durée de résidence (tableau 67). En effet, si 37,5 % de l'ensemble des immigrantes des deux provinces nord-andines travaillent dans la sous-branche "services domestiques", toutes durées de résidence confondues³, deux tiers d'entre elles s'y emploient durant leur première année de résidence à Quito, mais il n'en reste plus qu'un tiers au bout de quatre ans de résidence.

TABLEAU 67
DISTRIBUTION DES BRANCHES D'ACTIVITE DES IMMIGRANTES DE L'ENSEMBLE DES DEUX PROVINCES NORD- ANDINES, PAR GROUPE D'AGES, SELON LA DUREE DE RESIDENCE A QUITO AU RECENSEMENT DE 1982.

<i>Durée de résidence : 0 an</i>						
Groupe d'âges	Branche d'activité					TOTAL
	Industrie	Commerce	Services domestiques	autres	Autres	
10-14	1,1	2,2	94,5	1,6	0,5	100,0(182)
15-19	4,8	4,8	87,0	2,0	1,3	100,0(598)
20-24	14,6	9,3	58,7	12,0	5,3	100,0(356)
25-29	14,2	16,9	36,5	24,6	7,8	100,0(219)
30-34	13,6	15,5	39,8	21,4	9,7	100,0(103)
35 et +	13,7	25,1	38,4	17,0	5,7	100,0(211)
TOTAL	9,4	10,3	66,1	10,2	4,0	100,0(1669)
<i>Durée de résidence : 4 ans</i>						
Groupe d'âges	Branche d'activité					TOTAL
	Industrie	Commerce	Services domestiques	autres	Autres	
10-19	7,1	7,1	79,8	2,0	4,0	100,0(99)
20-24	19,8	11,2	34,5	24,1	10,3	100,0(116)
25-29	15,2	15,2	26,6	34,2	8,9	100,0(79)
30-34	21,0	12,9	19,4	38,7	8,1	100,0(62)
35 ou +	13,2	32,6	20,9	29,4	3,9	100,0(129)
TOTAL	14,3	17,0	37,1	24,7	6,8	100,0(485)

Source : Recensement 1982, INEC, calculs propres

(3) Cette proportion est de 18,6 % parmi les immigrantes actives à Ibarra, au recensement 1982.

La sous-branche "services domestiques" constitue pratiquement l'unique modalité d'insertion des jeunes immigrantes (âgées de moins de 20 ans) sur le marché du travail, lors de leur arrivée dans la capitale : 88,8 % d'entre elles trouvent un emploi dans cette sous-branche, tandis que les immigrantes plus âgées s'insèrent de façon plus diversifiée (37,9 % des femmes âgées de plus de 20 ans trouvent une occupation dans cette sous-branche durant leur première année de résidence).

L'itinéraire professionnel des immigrantes à Quito s'effectue donc généralement à partir d'une occupation d'employée domestique, suivie, au bout d'un certain temps, de transferts vers les autres branches d'activité, dont en particulier la sous-branche "autres services non administratifs"⁴. On peut estimer que dans une cohorte d'actives âgées de 15 à 24 ans au moment de leur arrivée à Quito, et sous l'hypothèse de structures d'activité constantes par durée et par groupe d'âges⁵, la proportion d'employées domestiques passe de 76,4 % durant la première année de résidence à 39,6 % au bout de 4 ans et à 25 % 7 ans plus tard. Inversement, les proportions correspondantes dans la sous-branche "autres services non administratifs" s'élèvent respectivement de 4 à 11,9 et 21,4 %.

Les informations recueillies par l'enquête migrations-emplois à Ibarra, sur les émigrantes à Quito⁶, indiquent une forte croissance du taux d'activité de ce groupe lors du déplacement vers la capitale, due à l'incorporation progressive d'ex-étudiantes au marché du travail quiténien, le statut de "femme au foyer" étant généralement conservé dans ce mouvement.

TABLEAU 68
DISTRIBUTION DES GROUPES D'OCCUPATIONS DES SOEURS ACTIVES DES COUPLES
ENQUETES A IBARRA, SELON LEUR LIEU DE RESIDENCE EN 1986.

Groupe d'occupations	Lieu de résidence		
	Ibarra	Quito	Reste du pays
Commerçantes	40,5	15,3	21,7
Employées domestiques	17,4	25,5	14,6
Couturières, modistes	7,7	9,2	14,1
Autres, salariées	14,9	24,5	12,1
Autres	19,5	25,5	37,3 *
TOTAL	100,0 (195)	100,0 (98)	100,0 (198)

* dont 12,6 % sont occupées dans la branche agricole

Source : Enquête migrations-emplois à Ibarra, 1986

(4) La sous-branche "autres services non administratifs" regroupe toutes les activités de soins et autres services aux particuliers, aux logements, les activités de loisirs...

(5) Il n'est pas possible avec ce type de données, comme dans la population masculine, de tenir compte des entrées en activité plus tardives et des sorties d'activité ; ce qui limite la portée de ce type d'exercice, dont on ne retiendra que les grandes lignes.

(6) L'effectif de ce groupe étant réduit, on ne considérera que les tendances générales qui se dégagent de ces traitements statistiques.

Parmi les femmes ayant une activité à Quito en 1986, le groupe d'occupation le plus fréquent est constitué par les employées domestiques (34,4 %), dont le nombre s'est fortement accru à travers ce déplacement, par l'incorporation à ce groupe, de femmes non actives avant la migration et d'ex-étudiantes, qui viennent grossir l'effectif d'employées domestiques migrantes qui se reproduit presque intégralement à travers la migration.

Les données de l'enquête relatives aux soeurs actives résidant à Quito, des couples enquêtés à Ibarra, montrent également la **spécificité de la capitale du pays dans la structure des emplois féminins** (tableau 68).

Pour une structure par âge sensiblement identique dans tous les lieux de résidence (âge moyen d'environ 36 ans), le groupe d'occupation "employées domestiques" est nettement plus important à Quito qu'ailleurs, et en particulier Ibarra, où prédominent, comme généralement dans les villes secondaires, les activités commerciales.

CONCLUSIONS

La réexploitation des recensements s'avère d'un grand intérêt dans l'étude de la mobilité spatiale et professionnelle des individus, par l'information supplémentaire qu'apportent les possibilités de désagrégation et de mise en relation des différentes caractéristiques individuelles. Elle a cependant ses limites (coût d'exploitation et absence de dimensions historique et familiale), auxquelles pallie l'enquête migrations-emplois, avec les possibilités offertes par les biographies et les diverses extensions (sous-fichiers des ascendants, des collatéraux, des descendants), qui, bien que de moindre qualité (fiabilité des informations obtenues indirectement), constituent une source d'information indispensable pour obtenir une meilleure compréhension de ces phénomènes.

D'autres sources, comme les fichiers scolaires, bien que de portée limitée quant à leur contenu, présentent un certain intérêt, dans la mesure où ils permettent de pré-orienter les traitements statistiques opérés sur les données des autres sources d'information, en identifiant les modalités les plus importantes des variables fondamentales (lieux, directions de flux, occupations) des phénomènes que l'on se propose d'étudier.

La nette prédominance des flux inter-urbains dans l'ensemble des mouvements internes du pays, qui apparaît à la lecture des publications du recensement, est surestimée, tout comme le niveau des taux de croissance des aires urbaines mineures, à cause de l'utilisation dans le recensement, de définitions ambiguës, peu adaptées et fluctuantes, des ensembles spatiaux.

Les flux rural-urbain sont majoritairement composés de femmes, ce qui, à court terme contribuera à alimenter les mouvements masculins, par la rupture des rapports de masculinité ainsi créés, qui accroissent considérablement les risques de célibat masculin dans les aires rurales. Par contre, les flux masculins semblent prédominants dans les courants migratoires issus des villes secondaires, avec toutefois une forte dispersion de leurs directions, contrairement à la mobilité féminine, très concentrée sur Quito.

Si les motivations d'ordre économique paraissent dominer la formation des courants migratoires masculins - encore que dans nombre de cas on puisse y associer l'initialisation du cycle de vie familiale -, d'autres motivations apparaissent, certaines liées aux particularités de l'environnement (isolement, rigueur du climat), d'autres traduisant des préoccupations plus directement associées à la reproduction sociale des familles (scolarité des enfants) ou aux déficiences des infrastructures et services publics dans les aires rurales.

Le centre régional exerce une attraction relativement forte sur les courants migratoires de la région nord-andine, ce qui lui assure un certain dynamisme, dans la mesure où il réussit à "fixer" la majeure partie de ses immigrants, qui "remplacent" en quelque sorte ses propres natifs émigrant principalement vers la capitale du pays.

Les migrations dirigées vers Quito déplacent une population légèrement plus jeune et moins "familiale", que celle qui alimente la croissance d'Ibarra, dans laquelle la proportion d'enfants est deux fois plus élevée. Apparaissent dans la réalisation des choix d'une destination urbaine au sortir des aires rurales, des éléments d'appréciation se référant aux diverses composantes de la qualité de vie dans les différentes options urbaines possibles.

En termes d'emplois, les flux provenant du rural correspondent à une diminution récente de l'emploi salarié agricole, et au déclin des activités artisanales, amorcé durant les années soixante. La mobilité professionnelle intra-générationnelle masculine associée aux déplacements vers Ibarra, se traduit surtout par des transferts de main d'oeuvre de la branche agricole vers toutes les autres branches d'activité, et plus particulièrement les services, la construction et les transports, en en conservant néanmoins une partie non négligeable dans cette même activité.

Avant l'immigration à Ibarra, environ la moitié des reconversions professionnelles des individus issus de la branche agricole étaient déjà réalisées, notamment dans l'industrie manufacturière (artisanat), qui représentait un débouché traditionnel dans les aires rurales pour ceux qui abandonnaient l'activité agricole. Il semble que les capacités d'absorption des branches non agricoles se soient rapidement saturées dans les aires rurales et les centres urbains mineurs.

La stagnation, voire la réduction des revenus réels dans la branche agricole limite les possibilités d'expansion des emplois non agricoles dans les aires rurales et les centres urbains mineurs, et affaiblissent les "stratégies" de reproduction des communautés rurales, qui se manifesteraient par un accroissement des mouvements pendulaires.

A la mobilité professionnelle, qui précédait souvent la mobilité spatiale, s'est progressivement substituée une mobilité associant migration et changement de branche d'activité, accentuée par un raccourcissement général des durées de rétention de ce potentiel migratoire au cours du temps ; ce qui conduit à nuancer l'idée d'une intensification des flux de sortie des zones rurales.

Des mesures visant à revaloriser les revenus de la petite paysannerie, soutenant ainsi le développement de la demande de biens non agricoles produits dans ces zones, tendraient sans doute à limiter l'accroissement redouté des migrations vers les centres urbains les plus importants. En ce sens il s'agirait moins de "retenir les paysans à la terre" - perspective souvent évoquée dans les études consacrées au monde rural -, que de "fixer" leurs enfants dans les centres urbains secondaires, en y favorisant la création d'emplois non agricoles.

L'insertion des immigrants dans les activités urbaines, révèle l'importance de la branche construction, d'une part, pour l'absorption des sortants de l'agriculture, qui constitue un "sas" permettant un transfert progressif vers d'autres branches d'activité, et de la branche services d'autre part, pour les nouveaux actifs dépourvus d'expérience professionnelle antérieure. Cependant, le secteur public qui assumait une partie non négligeable des capacités d'absorption de cette branche depuis une quinzaine d'années, ne semble plus en mesure, dans le contexte de crise économique et de mise en place de politiques "d'ajustement structurel", de remplir ce rôle, que la faiblesse du développement industriel lui avait dévolu. Il semble donc fort probable que l'on assiste dans le court terme à une expansion de l'auto-emploi et des micro-entreprises dans les services du secteur privé et la branche commerce, d'autant plus que la branche construction semblait très récemment entrer dans une phase de récession.

La mobilité féminine quant à elle, ne relève pas fondamentalement des migrations de main d'oeuvre, même si on peut associer ces déplacements à l'accroissement de leur participation aux activités. Leur insertion sur le marché du travail urbain aux jeunes âges, se fait presque exclusivement par le biais du sous-groupe d'occupation "employées domestiques", qui comme la construction pour les actifs masculins, joue également un rôle de "sas" dans leur itinéraire professionnel, les intégrant progressivement aux effectifs des autres branches d'activité.

ANNEXE 1

CARACTERISTIQUES GENERALES DES PROVINCES ANDINES

Province	Population de fait en 1982	Taux de croissance (1)	Pauvreté (2)	% de PEA agricole (3)	Migrants nets (4)
Carchi	127 779	0,66	100	49,6	-167,2
Imbabura	247 287	1,60	73	38,8	- 74,0
Pichincha	1 382 125	3,96	9	13,4	+146,4
Cotopaxi	277 678	1,90	91	54,6	- 84,3
Tungurahua	326 777	1,83	82	40,4	- 46,4
Bolivar	145 949	0,60	91	69,1	-195,2
Chimborazo	316 948	1,10	82	51,0	-105,0
Canar	174 510	2,06	82	54,3	- 56,4
Azuay	442 019	2,18	91	35,2	- 51,7
Loja	360 767	0,62	64	56,2	-168,1

Province	Population des capitales (5)	Taux de croissance (6)	urbain	% de résidents rural (7)
Carchi	30 985	2,86	57,1	63,9
Imbabura	53 428	3,08	64,5	74,7
Pichincha	866 472	4,44	85,4	82,0
Cotopaxi	28 764	3,26	64,6	78,3
Tungurahua	100 454	3,04	63,6	84,8
Bolivar	13 685	2,22	51,0	65,9
Chimborazo	75 455	3,14	59,8	76,2
Canar	14 548	3,41	59,0	81,5
Azuay	152 406	4,56	68,1	78,1
Loja	71 652	4,92	57,9	68,5

(1) taux de croissance annuel 1974-1982, en %

(2) synthèse d'indicateurs de pauvreté en 1974, au niveau provincial, parmi 11 indicateurs sélectionnés (mortalités générale et infantile, alphabétisme, habitat, produit brut ...). Source : L.Barreiros, 1987

(3) proportion de population économiquement active dans l'agriculture en 1982

(4) taux de migrants nets pour la période 1974-1982 (°/°)

(5) populations de fait des capitales provinciales en 1982

(6) taux de croissance annuel des capitales provinciales entre 1974 et 1982 (%)

(7) proportion de natifs de chaque province, résidant en 1982, dans leurs aires d'origine, urbaine ou rurale.

ANNEXE 2

QUESTIONNAIRE MIGRATIONS-EMPLOIS (IBARRA, 1986)

A secteur _____ bloc _____ rue _____ enquêteur _____

B Caractéristiques des individus du ménage

- N°	1	212
	_____	_____	_____

- nom
- sexe
- relation de parenté
- âge
- lieu de naissance
- état matrimonial
- niveau d'instruction
- durée de résidence
- lieu de résidence antérieure
- profession
- branche d'activité
- catégorie d'occupation
- taille de l'unité de production

C Individus du ménage ayant émigré (hors d'Ibarra)

	1	2	3	4
	_____	_____	_____	_____

- nom
- sexe
- relation de parenté
- âge actuel
- lieu de naissance
- état matrimonial
- niveau d'instruction
- durée d'absence
- lieu de résidence actuelle
- profession
 - avant l'émigration
 - actuelle
- branche d'activité
 - avant l'émigration
 - actuelle
- catégorie d'occupation
 - avant l'émigration
 - actuelle
- revenus hebdomadaires
 - avant l'émigration
 - actuels
- motif de l'émigration

D Caractéristiques des ascendants et collatéraux du couple central du ménage enquêté

	<u>chef de ménage</u>	<u>conjoint</u>
<u>père</u>		
- lieu de naissance		
- lieu de résidence actuelle		
- âge		
- profession		
- catégorie d'occupation		
- observation		
<u>mère</u>		
- lieu de naissance		
<u>frères et soeurs</u>		
- nombre	1	6
- sexe	—	—
- âge		
- lieu de résidence actuelle		
- profession		
- catégorie d'occupation		

E Evénements migratoires et professionnels depuis l'âge d'entrée en activité (chefs de ménage masculins)

	1	210
- âge d'entrée en activité	—	—	—
- lieu de résidence			
- profession			
- branche d'activité			
- catégorie d'occupation			
- taille de l'unité de production			
- revenus hebdomadaires			
- motif du changement d'activité			
- motif du changement de lieu de résidence			

F Question ouverte concernant le choix d'Ibarra comme lieu de destination

BIBLIOGRAPHIE

BARREIROS.L, KOUWEENAR.A, TEEKEENS.R, VOS.R, 1987 - Ecuador : teoria y diseño de politicas para la satisfaccion de las necesidades básicas. ISS-OIT, IES, Pays-Bas.

BILSBORROW.R, FULLER.R, 1985 - Some preliminary results from the 1977-1978 migration survey in Ecuador. Carolina population center, University of North Carolina at Chapel Hill.

Centro Andino de Accion Popular (CAAP),1985 - Migraciones y migrantes. revue Ecuador Debate n°8, Quito. 1986 - Empleo y reproducción social. Revue Ecuador Debate n°11, Quito.

Centro de Estudios y Paternidad Responsable (CEPAR),1985 - Inmigración a Quito y Guayaquil (estudio de casos), Quito. 1986 Migraciones internas en el Ecuador, Quito.

CHIRIBOGA.M, 1984 - Ecuador agrario. Editorial El Conejo, Quito.

GUTIERREZ.A, 1984 - Ecuador : salarios, empleo e ingresos. ISS-PREALC, Quito.

Instituto Nacional de Estadisticas y Censos (INEC). Censo de población 1974, 1982, Quito.

ISS-PREALC.- Empleo y crecimiento en Ecuador 1970-1982. Documento de trabajo Q/8411, Quito.

LE CHAU y otros, 1986 - Investigación agraria y crisis. Corporación Editorial Nacional, Quito.

PUGA VALENCIA.C, 1985 - Festín de tierras y mano de obra en Ecuador. Ed. Abya-Yala, Quito.

Composition : CEPED

**Reproduit par INSTAPRINT S.A.
1, levée de la Loire - LA RICHE
B.P. 5927 - 37059 TOURS cédex
Tél. : 47 38 16 04
Télécopie : 47 38 82 70**

Dépôt légal 4^e trimestre 1991

Tirage : 300 exemplaires

Le CEPED est un groupement d'intérêt scientifique (GIS) constitué en 1988 entre les organismes suivants :

- EHESS (École des hautes études en sciences sociales) ;
- INED (Institut national d'études démographiques) ;
- INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques) ;
- ORSTOM (Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération) ;
- Université Pierre et Marie Curie (Paris VI).



CENTRE FRANÇAIS SUR LA POPULATION ET LE DÉVELOPPEMENT
Groupement d'intérêt scientifique EHESS-INED-INSEE-ORSTOM-PARIS VI